DÉJÀ 10 ans

INSTITUT
**DE LA STATISTIQUE**
DU QUÉBEC

# Rapport annuel de gestion
# 2008-2009

Québec

DÉJÀ 10 ans

INSTITUT
**DE LA STATISTIQUE**
DU QUÉBEC

# Rapport annuel de gestion
# 2008-2009

Québec

Pour tout renseignement concernant l'Institut de la statistique du Québec et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

**Institut de la statistique du Québec**
**200, chemin Sainte-Foy**
**Québec (Québec) G1R 5T4**

**Téléphone : 418 691-2401 ou 1 800 463-4090**
**(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)**

**Bureau de Montréal :**
**Institut de la statistique du Québec**
**1200, avenue McGill College**
**Montréal (Québec) H3B 4J8**

**Site Web : www.stat.gouv.qc.ca**

La forme masculine utilisée dans ce document désigne tout aussi bien les femmes que les hommes.

Ce document a été imprimé sur du papier contenant 100 % de fibres postconsommation.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3e trimestre 2009
ISBN : 978-2-550-56809-4 (version imprimée)
ISBN : 978-2-550-56808-7 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2009

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.

Septembre 2009

Québec

**Gouvernement du Québec**
**Le ministre des Finances**
**Le député d'Outremont**

Québec, le 6 août 2009

Monsieur Yvon Vallières
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter, conformément à l'article 33 de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec*, le Rapport annuel de gestion de cet organisme pour l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 2009.

Ce rapport fait état des résultats obtenus et des mesures mises de l'avant en 2008-2009 pour permettre à l'Institut d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés dans sa Déclaration de services aux citoyens et dans son Plan stratégique 2005-2008, qui a été prolongé d'une année. Toutes les actions menées ont permis à l'Institut de remplir efficacement le mandat qui lui est dévolu par sa loi constitutive.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Le ministre des Finances,

Raymond Bachand

**Cabinet de Québec**
12, rue Saint-Louis, 1er étage
Québec (Québec) G1R 5L3
**Téléphone : 418 643-5270**
**Télécopieur : 418 646-1574**
www.finances.gouv.qc.ca

**Cabinet de Montréal**
380, rue Saint-Antoine Ouest,
5e étage
Montréal (Québec) H2Y 3X7
**Téléphone : 514 873-5363**
**Télécopieur : 514 873-4728**

**Bureau de circonscription**
5450, ch. de la Côte-des-Neiges
Bureau 115
Montréal (Québec) H3T 1Y6
**Téléphone : 514 482-0199**
**Télécopieur : 514 482-9985**

Institut
de la statistique
Québec

Direction générale

Québec, le 17 juin 2009

Monsieur Raymond Bachand
Ministre des Finances
Édifice Gérard-D.-Lévesque
12, rue Saint-Louis, 1er étage
Québec (Québec) G1R 5L3

Monsieur le Ministre,

C'est avec plaisir que je vous transmets le Rapport annuel de gestion de l'Institut de la statistique du Québec pour l'exercice financier qui s'est terminé le 31 mars 2009.

Ce rapport présente d'abord les faits saillants de l'exercice 2008-2009. Il décrit ensuite brièvement l'Institut de la statistique du Québec. Il rappelle les engagements pris dans sa Déclaration de services aux citoyens et dans son *Plan stratégique 2005-2008*, qui a été prolongé d'une année, et il rend compte des résultats obtenus en regard de ces deux documents. De plus, il contient certains renseignements sur l'utilisation des ressources de même que d'autres informations satisfaisant à des exigences légales ou réglementaires.

J'aimerais remercier l'équipe de direction de l'Institut et les membres de son personnel pour leur contribution à la réalisation des résultats de l'organisation. Je tiens également à souligner la collaboration de nombreux ministères et organismes gouvernementaux, ainsi que le précieux apport de plusieurs intervenants des milieux universitaire et de la recherche.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le directeur général,

Stéphane Mercier

**Québec**
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4
**Téléphone : 418 691-2407**
Télécopieur : 418 691-2417
www.stat.gouv.qc.ca

**Montréal**
1200, avenue McGill College
Montréal (Québec) H3B 4J8
**Téléphone : 514 864-8686**
Télécopieur : 514 873-4803

# Déclaration attestant la fiabilité

Les renseignements contenus dans le présent Rapport annuel de gestion relèvent de la responsabilité du directeur général et des directeurs généraux adjoints de l'Institut. Cette responsabilité englobe la fiabilité des données communiquées dans le rapport et l'application des contrôles afférents.

Le *Rapport annuel de gestion 2008-2009* de l'Institut de la statistique du Québec :

- décrit fidèlement la mission et la vision, de même que les autres éléments liés à la présentation de l'organisme;
- présente l'utilisation des ressources et expose les orientations, les objectifs, les indicateurs, les cibles à atteindre et les résultats en vertu de la *Déclaration de services aux citoyens* et du *Plan stratégique 2005-2008*.

À notre connaissance, les données contenues dans le présent Rapport annuel de gestion ainsi que les contrôles afférents à ces données sont fiables et ils correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2009.

Les données financières ont été vérifiées par le Vérificateur général du Québec.

Stéphane Mercier
Directeur général
Directeur général adjoint aux statistiques et à l'analyse (par intérim)

Louise Bourque
Directrice générale adjointe aux services à la production statistique

Gisèle Goupil
Directrice générale adjointe aux services à la gestion

Marie-José Péan
Directrice générale adjointe aux affaires institutionnelles et juridiques

# Table des matières


| | | |
|---|---|---|
| | Faits saillants | 11 |
| **Première partie** | **Présentation de l'Institut de la statistique du Québec** | 13 |
| | Mission | 15 |
| | Structure organisationnelle | 15 |
| | Comités consultatifs | 17 |
| | Offre de service | 17 |
| | Clientèle et partenaires | 18 |
| **Deuxième partie** | **Présentation des résultats de l'Institut** | 19 |
| | Déclaration de services aux citoyens | 21 |
| | Plan stratégique 2005-2008 (prolongé d'une année) | 25 |
| | Utilisation des ressources | 51 |
| **Troisième partie** | **Exigences législatives et gouvernementales** | 57 |
| | Protection des renseignements confidentiels | 59 |
| | Développement durable | 60 |
| | Programme d'accès à l'égalité | 67 |
| | Résultats au regard de l'éthique et de la déontologie à l'Institut | 70 |
| | Autres considérations éthiques à l'Institut | 70 |
| | Application de la politique linguistique | 71 |
| | Recommandations du Vérificateur général du Québec | 71 |
| | Rapport du Vérificateur général et états financiers | 72 |
| | Liste des enquêtes statistiques | 87 |
| **Annexes** | | 91 |
| | Annexe A Publications et autres parutions | 93 |
| | Annexe B Principaux travaux, études et analyses méthodologiques ou à caractère scientifique | 99 |
| | Annexe C Réalisations du Comité d'éthique | 101 |

**Sigles utilisés dans ce rapport**

| | |
|---|---|
| ACRI | Approche de coopération en réseau interministériel |
| BCDD | Bureau de coordination du développement durable |
| BDSO | Banque de données des statistiques officielles sur le Québec |
| CADRISQ | Centre d'accès aux données de recherche de l'Institut de la statistique du Québec |
| CTREQ | Centre de transfert sur la réussite éducative du Québec |
| CID | Centre d'information et de documentation |
| CIDD | Comité interministériel du développement durable |
| ÉLDEQ | Étude longitudinale du développement des enfants du Québec |
| EPSEBE | Environnement pour la promotion de la santé et du bien-être |
| ERG | Enquête sur la rémunération globale |
| ETC | Équivalent temps complet |
| IRDES | Institut de recherche et documentation en économie de la santé |
| MDDEP | Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs |
| MDEIE | Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation |
| MRC | Municipalités régionales de comté |
| MSSS | Ministère de la Santé et des Services sociaux |
| PDEIPH | Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées |
| R-D | Recherche et développement |
| RVIPP | Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques |
| TI | Technologies de l'information |

# Faits saillants

Le 31 mars 2009 marque la fin de la mise en œuvre du *Plan stratégique 2005-2008*, qui a été prolongé d'une année. Sur un total de 12 objectifs stratégiques, 10 ont été pleinement ou partiellement réalisés par l'atteinte de 71 % des cibles visées. Ainsi, au cours des quatre dernières années, les résultats démontrent que :

- un juste équilibre a été atteint en matière d'offre de service, notamment par les nouvelles collaborations établies avec différents ministères et organismes, permettant ainsi une meilleure connaissance des besoins en matière statistique;
- la gestion de la qualité a été améliorée et elle s'inspire désormais de normes qui font consensus sur le plan international;
- la connaissance a été générée par un grand éventail d'informations statistiques publiées. Celles-ci utilisent des concepts et des classifications reconnues qui permettent une plus grande comparabilité des données (dans le temps, par zones géographiques, entre domaines ou entre sources de données), offrant ainsi une valeur ajoutée pour la clientèle de l'Institut;
- les occasions ont été saisies afin de démontrer et de faire reconnaître le niveau d'excellence des produits et des services de l'Institut par les décideurs québécois. Une meilleure concertation s'opère désormais entre l'Institut et de nombreux ministères et organismes afin de faire valoir les intérêts du Québec auprès de Statistique Canada;
- de nombreuses démarches ont été effectuées par l'Institut auprès de différents producteurs et diffuseurs d'informations statistiques, afin de doter le Québec de statistiques officielles pertinentes et de qualité. Une revue des différents modèles d'organisation de la statistique dans d'autres pays servira aux travaux futurs d'optimisation du système statistique québécois. Ceci atteste de la volonté de l'Institut de bien camper son rôle de coordonnateur gouvernemental en cette matière;
- l'utilisation des ressources a été améliorée, que ce soit par une gestion plus efficace des ressources humaines ou encore par la revue de processus.

Les réalisations les plus marquantes de l'année 2008-2009 sont mentionnées ci-après.

## Participation aux actions prioritaires du gouvernement et consolidation des partenariats

- L'utilisation des produits et des services de l'Institut par les décideurs québécois est significative et on peut affirmer qu'ils répondent aux priorités d'actions gouvernementales (p. 41-42).
- Au total, 64 publications et 52 articles ont été diffusés, en lien avec les besoins de gouverne et de recherche sur le Québec. Une proportion de 89 % de ces écrits comportait des comparaisons sur divers sujets, à divers niveaux ou entre divers gouvernements ou États, augmentant ainsi la valeur ajoutée de l'information publiée (p. 38-39).
- Pour une meilleure stabilité de ses opérations et afin d'être en mesure de mieux planifier ses activités, des ententes pluriannuelles sont signées avec différents partenaires : au 31 mars 2009, 27 de ces ententes ont cours (p.49).

- L'optimisation du système statistique québécois par l'entremise de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO) s'est poursuivie : 70 % des partenaires y ont intégré des données, le taux de couverture a augmenté de 1 % pour s'établir à 81 %. En 2008-2009, les efforts ont été déployés pour l'amélioration des couvertures des thèmes déjà mis en place : 236 nouvelles intégrations et 1 508 mises à jour de données (p. 45-46).

## Reconnaissance du savoir-faire de l'Institut

- Les revenus autonomes représentent 50,2 % des revenus totaux au 31 mars 2009. L'évolution à la hausse de ces revenus est un excellent indicateur de la reconnaissance du rôle de l'Institut au sein de l'administration publique québécoise (p. 51).
- Plusieurs présentations au Québec et à l'extérieur du Québec ont été effectuées par des employés de l'Institut sur des sujets d'actualité, démontrant ainsi leur savoir-faire. Les invitations reçues dénotent encore une fois la crédibilité de l'Institut par rapport à sa production statistique et sa méthodologie (p. 40).
- La couverture médiatique est également un autre bon indicateur de la notoriété et de la pertinence des données publiées sur le Québec par l'Institut : 548 articles qui citaient les données de l'Institut ont été dénombrés dans les principaux quotidiens et dans des revues; 455 mentions à la radio, à la télévision et sur le Web, de même que 117 échanges avec les médias ont également été recensés (p. 33-34).

## Efficience et efficacité de la gestion administrative

- Les ressources financières et humaines reliées à la production statistique, au soutien à la production ainsi qu'à la diffusion et à l'accès aux données représentent 86,9 % et 87,9 % respectivement de l'utilisation totale de ces ressources (p. 51-52).
- Au 31 mars 2009, le mode électronique, combiné à d'autres modes de collecte, aura été utilisé pour 18 opérations de collecte et 10 enquêtes, le tout, de façon sécuritaire (p. 47).

# Première partie

# Présentation de l'Institut de la statistique du Québec

# Présentation de l'Institut de la statistique du Québec

## Mission

L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Celles-ci enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise.

Pour réaliser cette mission, l'Institut favorise, en fonction de leurs besoins, la coordination des activités des ministères et des organismes québécois en matière de statistiques et collabore avec diverses instances et agences statistiques. L'Institut assume également la responsabilité de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général et il fournit des services de nature scientifique ou technique, notamment à l'intention de la recherche et de la gouverne. Il facilite l'utilisation des statistiques produites afin d'en maximiser l'exploitation, tout en respectant la confidentialité.

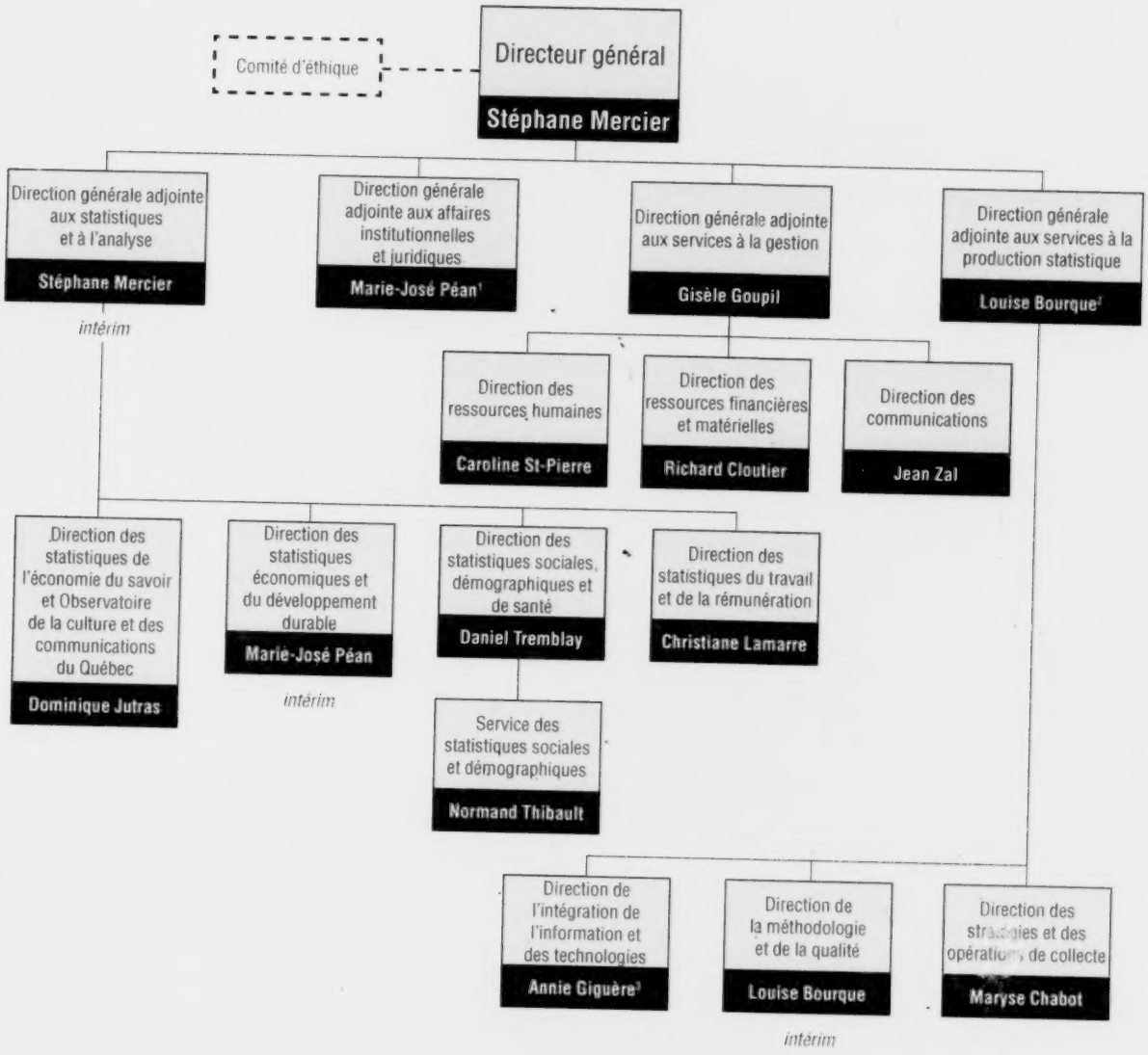
## Structure organisationnelle

Pour s'acquitter de ses responsabilités, comme le montre l'organigramme au 31 mars 2009, le directeur général est assisté par quatre directions générales adjointes et dix directions. Celles-ci sont responsables des domaines statistiques (économie du savoir, culture et communications, économie et développement durable, social, démographie et santé, travail et rémunération), des services spécialisés (intégration de l'information et des technologies, méthodologie et qualité, stratégies et opérations de collecte), des affaires institutionnelles et juridiques ainsi que des services à la gestion (ressources humaines, matérielles, financières et communications). Le directeur général peut également compter sur un Comité d'éthique[1], formé en très grande partie par des membres externes à l'Institut, qui est chargé de lui faire des recommandations visant à assurer le respect des principes reconnus en matière d'éthique dans les enquêtes ainsi que du respect des répondants à ces enquêtes.

1. - Le sommaire des réalisations 2008-2009 du Comité d'éthique est présenté à l'annexe C.

## Organigramme au 31 mars 2009

# Institut de la statistique du Québec




1. Répondante en matière d'éthique et de l'accès à l'information.
2. Responsable de la protection des renseignements personnels.
3. Responsable de la sécurité de l'information.

## Comités consultatifs

Soucieux d'être à l'écoute des besoins et des préoccupations de sa clientèle et désireux de permettre à ses partenaires de participer à l'élaboration de ses grandes orientations, l'Institut s'est doté de plusieurs comités consultatifs sectoriels. Au total, 12 comités sont en place, dans les principaux domaines de l'activité statistique de l'Institut :

- le comité consultatif sur la science, la technologie et l'innovation
- le comité consultatif sur les statistiques démographiques et sociales
- le comité consultatif sur les statistiques du travail et de la rémunération
- le comité de direction de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), y compris ses comités consultatifs :
  - sur les arts visuels, les métiers d'art et les arts médiatiques
  - sur le cinéma, l'audiovisuel et la radiodiffusion
  - sur le disque et les arts de la scène
  - sur le livre, la littérature et les bibliothèques
  - sur le multimédia
  - sur le patrimoine, les institutions muséales et les archives
  - sur les municipalités et les administrations locales
  - sur la recherche universitaire

## Offre de service

Organisme de haut savoir grâce à la compétence et à l'engagement de ses employés, l'Institut offre son expertise en matière d'information statistique, régionalisée au besoin, et couvrant entre autres les domaines suivants :

Conditions de vie et de bien-être
Culture et communications
Démographie
Éducation
Santé
Société du savoir
Comptabilité économique
Développement durable
Mesures de production et commerce extérieur
Science, technologie et innovation
Statistiques sectorielles
Travail et rémunération

De plus, l'Institut offre des services de nature scientifique et technique : stratégies et opérations de collecte, conseils méthodologiques, appui à la gestion d'études longitudinales et, enfin, services nécessaires au soutien de la gouverne et de la recherche par l'exploitation de fichiers d'enquête et de fichiers administratifs à des fins statistiques.

## Clientèle et partenaires

L'Institut dessert la population québécoise dans son ensemble. L'administration publique constitue toutefois la plus grande portion de sa clientèle, dans une optique d'appui à la gouverne et à la prise de décision.

L'Institut met également ses services à la disposition des organismes parapublics des milieux de la santé et de l'enseignement ainsi qu'à des centres de recherche, des entreprises, des organisations syndicales, patronales ou du milieu associatif, et à des agences statistiques du Canada ou d'autres pays.

Tout en demeurant le lieu privilégié de production et de diffusion de l'information statistique sur le Québec, l'Institut bâtit des partenariats constructifs pour le Québec, dans une perspective de collaboration et de complémentarité. Notons que ces partenaires contribuent à l'évolution de programmes statistiques adaptés aux besoins de la société québécoise.

- L'Institut de la statistique du Québec représente officiellement le Québec au sein des conseils consultatifs fédéral-provincial-territorial. À ce titre, il agit comme porte-parole du Québec auprès de Statistique Canada et il transmet à l'agence statistique fédérale les besoins statistiques de l'administration publique québécoise.

Deuxième partie

# Présentation des résultats de l'Institut

# Déclaration de services aux citoyens

## Rappel des principaux éléments pour 2008-2009

La *Déclaration de services aux citoyens* présente les produits et services de l'Institut et indique au citoyen la façon d'y accéder, en précisant le tarif (le cas échéant) et le délai. Elle précise également les engagements de l'Institut sous quatre thèmes : sa façon d'être, son savoir-faire, sa garantie de confidentialité et de sécurité quant aux renseignements qu'il détient et sa responsabilité à l'égard des répondants aux enquêtes. La *Déclaration de services aux citoyens* peut être consultée sur le site Web de l'Institut.

Il importe de mentionner que les personnes qui souhaitent formuler une plainte peuvent s'adresser au Secrétariat de l'Institut, qui s'engage à traiter les plaintes dans les cinq jours ouvrables suivant leur réception. Aucune plainte n'a été formulée en 2008-2009.

L'Institut met à la disposition de la population des données statistiques produites dans plusieurs domaines d'intérêt pour le Québec. Internet est le moyen de diffusion privilégié par l'Institut pour ce faire. Les publications produites sont distribuées gratuitement, tandis que d'autres sont vendues dans le réseau de distribution des Publications du Québec.

Les résultats atteints en 2008-2009 et présentés ci-après sont regroupés de la façon suivante :

- la satisfaction de la clientèle;
- le respect de nos engagements;
- la prestation électronique de services aux citoyens.

## La satisfaction de la clientèle

Constamment préoccupé par la satisfaction de sa clientèle, l'Institut s'est doté d'instances permanentes de consultation, auxquelles siègent notamment les représentants de ministères et d'organismes qui ont ainsi l'occasion de préciser leurs besoins. À cet égard, l'Institut anime 12 comités consultatifs sectoriels ainsi que d'autres comités directeurs ou comités de projet qui touchent les différents domaines statistiques couverts par l'Institut. En 2008-2009, l'organisation a tenu plus de 130 réunions comptant près de 160 partenaires différents. Ce dialogue constant avec la clientèle permet donc à l'Institut de s'assurer *a priori* de la pertinence de ses travaux.

L'Institut a également mis en place des moyens afin de mesurer *a posteriori* la satisfaction de sa clientèle. Dans le cadre de la planification stratégique, des membres de comités consultatifs de l'Institut nous ont souligné leur satisfaction à l'égard de leurs travaux. Il en ressort que l'Institut répond très bien aux besoins qui sont liés aux secteurs d'activités des comités. La crédibilité, la neutralité de l'Institut ainsi que la qualité des données statistiques sont des éléments qui ont également été mentionnés dans les commentaires. De plus, au cours de l'automne 2008, l'Institut a également administré un questionnaire de satisfaction aux hauts dirigeants de ministères et d'organismes gouvernementaux québécois qui ont pu s'exprimer sur les produits et services offerts par l'Institut. Les résultats révèlent que 84 % des répondants utilisent les produits et services de l'Institut, que ceux-ci sont appréciés et que les trois aspects des produits et des services les plus satisfaisants, par ordre décroissant d'importance, sont : leur capacité à répondre aux besoins, leur qualité et leur coût.

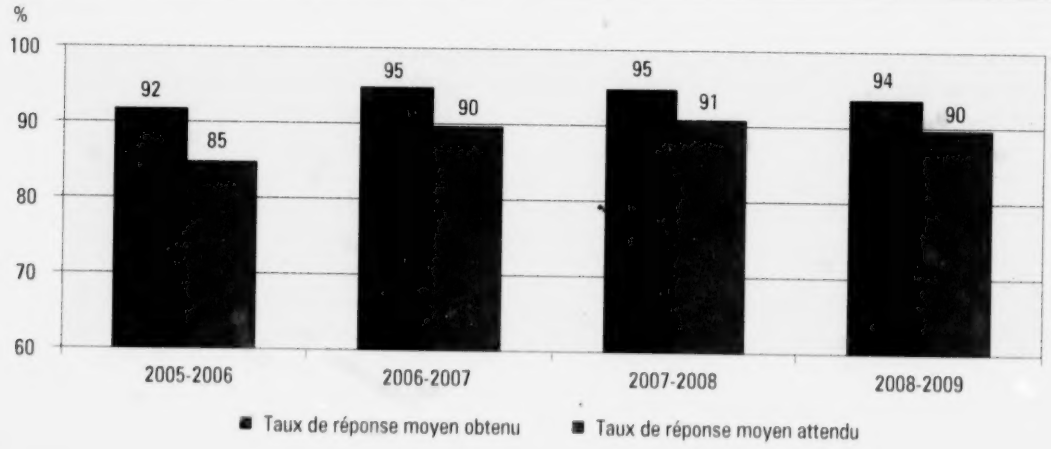
## Le respect de nos engagements

### Notre savoir-faire

L'Institut s'engage en matière de qualité des produits et des services offerts. La qualité est définie selon six dimensions qui ont été retenues par l'Institut, soit la pertinence, la fiabilité/l'objectivité, la comparabilité, l'actualité, l'intelligibilité et l'accessibilité. Une politique générale en matière de gestion de la qualité à l'Institut est en vigueur depuis janvier 2006 ainsi qu'un cadre intégré de gestion de la qualité.

Le taux de réponse aux enquêtes est une des mesures de la qualité et celle qui garantit que l'information statistique publiée est conforme à la réalité qu'elle doit décrire. À ce titre, le taux de réponse moyen atteint pour l'ensemble des collectes terminées au cours de l'exercice 2008-2009 se situe à 94 %, soit quatre points de pourcentage de plus que le taux attendu. Ce taux de réponse est stable depuis quatre ans.

Taux de réponse moyen obtenu dans les enquêtes




### Respect du délai de publication

Depuis six ans, l'Institut publie le *Calendrier de diffusion de l'information statistique sur différents aspects de la société québécoise*. L'édition portant sur la programmation 2008-2009 a été diffusée comme prévu en avril 2008. Cette façon de faire contribue non seulement à informer la clientèle de sa production, mais également à confirmer la neutralité, la crédibilité et l'intégrité de l'Institut en ce qui a trait à la livraison de ses produits et services. Au cours de l'exercice 2008-2009, l'Institut a respecté les dates initialement annoncées dans 74 % des cas comparativement à 80 % l'an dernier. Le non-respect de ces dates s'explique en partie par des facteurs qui sont hors du contrôle de l'Institut (par exemple, retard dans l'obtention de certaines données provenant de ministères ou d'organismes).

### Respect du délai de traitement

L'Institut offre, au public en général, un accès à ses produits et services par l'intermédiaire du Centre d'information et de documentation (CID) qui répertorie et rend disponibles toutes les données statistiques produites. L'Institut s'engage à répondre dans un délai de trois jours ouvrables ou moins à toute demande adressée au service à la clientèle du CID. Ces demandes sont généralement de deux ordres, soit des demandes d'information, aussi bien téléphoniques que sur place ou par courriel, soit des demandes de recherches bibliographiques. En 2008-2009, le délai prescrit a été respecté dans 87 % des cas (92 % en 2007-2008). Cette baisse de cinq points de pourcentage s'explique par le fait que les demandes formulées cette année ont été beaucoup plus nombreuses et plus complexes : 7 291 activités en 2008-2009 comparativement à 6 352 en 2007-2008.

L'Institut permet l'exploitation secondaire des microdonnées de ses enquêtes et promeut la recherche et la formation dans le domaine des statistiques sociales. Ceci est possible grâce au Centre d'accès aux données de recherche de l'Institut de la statistique du Québec (CADRISQ). Le CADRISQ s'adresse aux chercheurs de tout horizon et offre gratuitement à ses utilisateurs l'accès aux microdonnées ainsi que la documentation afférente. L'Institut s'engage à se prononcer quant à la recevabilité des demandes d'accès aux données dans un délai maximum d'un mois. En 2008-2009, le CADRISQ a reçu six demandes qui ont toutes été traitées dans le respect du délai prescrit, soit en moins d'un mois.

EPSEBE (Environnement pour la promotion de la santé et du bien-être) vise à rendre accessibles, à des fins statistiques, des microdonnées produites à partir de fichiers administratifs de ministères et d'organismes ou de microdonnées d'enquêtes, dans le but de soutenir la recherche ou la gouverne dans des domaines d'intérêt pour la société québécoise, notamment en santé, en éducation et en sciences sociales. L'Institut s'engage à répondre de la recevabilité des demandes d'utilisation du service dans un délai maximum d'un mois. En 2008-2009, quatre demandes ont été formulées. Toutes ces demandes d'utilisation d'EPSEBE ont été analysées dans le délai prescrit.

**Notre responsabilité à l'égard des répondants à nos enquêtes**

L'Institut a recours à divers moyens afin d'alléger le fardeau des individus et des entreprises qui répondent à ses enquêtes. Il favorise l'exploitation de fichiers administratifs et la réduction du chevauchement dans les enquêtes grâce, entre autres, à une collaboration étroite avec Statistique Canada. Il bénéficie aussi des services de spécialistes pour la conception des questionnaires afin d'optimiser la formulation des questions et des choix de réponses, ce qui vise à assurer la bonne compréhension des questions et à en faciliter la réponse. La convivialité et le déroulement des questionnaires sont ensuite mis à l'épreuve lors des prétests qui sont réalisés dans le cadre de toutes les nouvelles enquêtes de l'Institut. Enfin, la diversification des modes de collecte permet aussi de diminuer l'effort requis du répondant.

En ce sens, dans plusieurs enquêtes, les répondants peuvent choisir de fournir leurs données par voie postale ou par voie téléphonique, selon ce qui leur convient le mieux. De plus, certaines collectes postales réalisées auprès des entreprises offrent la possibilité de répondre à partir d'un accès au site Web de l'Institut. Ce site est sécurisé et assure la confidentialité. Par ailleurs, le mode électronique devient un mode de collecte de plus en plus important à l'Institut et des efforts constants sont déployés afin d'adapter les collectes actuelles aux préférences des répondants et aux possibilités qu'offrent maintenant les nouvelles technologies.

La préoccupation de l'Institut à l'égard de ses répondants l'amène également à mieux les informer sur tout ce qui touche leur participation aux enquêtes. Par exemple, le site Web de l'Institut comprend, de façon permanente, une section dédiée aux répondants qui leur fournit des renseignements généraux sur divers sujets tels l'engagement en matière de confidentialité de l'Institut, les mesures de sécurité, le caractère facultatif ou obligatoire d'une enquête. On retrouve aussi dans cette section les coordonnées complètes de la Direction des stratégies et des opérations de collecte, dont l'équipe est disponible pour répondre aux interrogations et aux préoccupations des répondants. De plus, depuis décembre 2008, une directive relative à la lettre transmise aux répondants des enquêtes est appliquée. L'envoi de cette lettre permet de présenter l'enquête afin d'informer le répondant, de le mettre en confiance, de le convaincre de l'importance de l'enquête et de l'encourager à y participer.

## La prestation électronique de services aux citoyens

L'Institut continue de respecter son engagement de faciliter l'accès à ses produits et services. Il adhère également à l'orientation gouvernementale de prestation électronique de services. Voici quelques exemples des services électroniques offerts.

- L'application Commerce international en ligne (CIEL) permet à l'utilisateur de produire à volonté des rapports et des graphiques sur le commerce du Québec et du Canada en comparaison avec plus de 200 pays.
- Le Répertoire de la recherche-développement (R-D) industrielle recense l'information sur les activités de R-D de 4 399 entreprises québécoises classées dans 22 domaines différents. Il offre aux entreprises la possibilité de s'inscrire en ligne et de mettre à jour leurs informations.
- La Base de données du code géographique du Québec permet à l'utilisateur de visionner en ligne le profil et l'historique des municipalités du Québec, de consulter la liste des divisions territoriales et de produire au choix les listes de municipalités.
- La Banque de données sur les films Léo-Ernest-Ouimet indique le nombre de projections et l'assistance pour chacun des films présentés en public, en français et en d'autres langues, depuis 1985, dans les établissements de projection cinématographique au Québec.
- Le Répertoire des exploitants miniers du Québec contient la liste des établissements qui exercent des activités minières au Québec. Il offre à l'utilisateur la possibilité de constituer des listes par nom d'entreprise ou par type d'activité, de connaître les entreprises de production, les entreprises d'exploration ou les entreprises de forage, ou encore de construire des listes sur mesure des entreprises productrices par région administrative, par substance produite ou selon une combinaison des deux.
- Le logiciel Éco-Santé Québec, fruit de la collaboration entre l'Institut de la statistique du Québec, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et l'Institut français de recherche et documentation en économie de la santé (IRDES) présente plus de 420 000 données relatives à la santé et aux services sociaux, pour l'ensemble du Québec ou sur la base des 18 régions sociosanitaires de 1981 à aujourd'hui.
- Dans la section « Profils des régions et des MRC » du site Web de l'Institut, l'utilisateur peut consulter des cartes thématiques interactives illustrant les données régionales.
- EPSEBE offre de nouveaux moyens aux chercheurs, aux analystes et aux décideurs publics, tel un portail de services spécialisés regroupant un dictionnaire de données, des résultats de recherche, des indicateurs et l'accès à une liste d'experts de contenu.
- La BDSO s'est enrichie en cours d'année de fonctions avancées qui facilitent et augmentent les capacités de générer des tableaux personnalisés.

L'Institut offre également des services à accès restreint, tels que des extranets afin de répondre aux besoins particuliers de certains partenaires. À ce titre, l'Institut permet à des ministères et des organismes d'effectuer des simulations économiques à distance et en toute sécurité. Dans d'autres cas, par exemple, des informations privilégiées sont mises en commun par les partenaires pour la préparation de missions économiques à l'étranger.

# Plan stratégique 2005-2008 (prolongé d'une année)

## Rappel des principaux éléments et résultats pour 2008-2009

Le *Plan stratégique 2005-2008* de l'Institut, qui a été prolongé d'une année, comporte trois enjeux stratégiques auxquels correspondent six orientations.

| | |
|---|---|
| **Enjeu 1** | L'Institut de la statistique du Québec s'engage, dans un environnement complexe et changeant, à garder le cap sur la pertinence de ses produits et services et sur les normes internationales de qualité |
| **Enjeu 2** | L'Institut de la statistique du Québec est reconnu, par les décideurs de l'appareil gouvernemental québécois et par Statistique Canada, pour son rôle prépondérant en matière d'information et d'expertise statistiques sur le Québec |
| **Enjeu 3** | L'Institut de la statistique du Québec adhère à la modernisation de la gestion publique, en révisant son cadre de gestion des ressources et en l'adaptant au contexte où près du tiers de son budget provient de revenus autonomes |

**Orientation 1**

Faire évoluer l'offre de service conformément aux priorités gouvernementales et aux enjeux de la société

**Orientation 2**

Gérer de façon intégrée les dimensions de la qualité

**Orientation 3**

Générer de la connaissance à partir d'un plus grand éventail d'informations statistiques, compréhensibles et accessibles à tous

**Orientation 4**

Saisir toutes les occasions de démontrer et de faire reconnaître le niveau d'excellence des produits et services de l'Institut

**Orientation 5**

Agir à titre de coordonnateur gouvernemental en matière de statistiques officielles afin d'optimiser le système statistique québécois

**Orientation 6**

Maximiser l'utilisation des ressources de l'Institut en maintenant un juste équilibre entre les activités et les capacités organisationnelles

Le tableau ci-après présente le sommaire des résultats en regard des cibles du *Plan stratégique 2005-2008*.

| Page | SOMMAIRE DES RÉSULTATS | Niveau d'atteinte de la cible | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 2008-2009 | 2007-2008 | 2006-2007 | 2005-2006 |
| Enjeu 1 | L'Institut de la statistique du Québec s'engage, dans un environnement complexe et changeant, à garder le cap sur la pertinence de ses produits et services et sur les normes internationales de qualité | | | | |
| | **Orientation 1 : Faire évoluer l'offre de service conformément aux priorités gouvernementales et aux enjeux de la société** | | | | |
| | **Objectif : Trouver un juste équilibre en matière d'offre de service : maintenir les programmes de base et répondre aux nouveaux besoins** | | | | |
| 31 | D'ici 2008, avoir établi, dans chaque domaine d'activité statistique, au moins une nouvelle collaboration permettant une meilleure connaissance des besoins | Réalisé | Réalisé | Réalisé | Réalisé |
| 33 | À partir de 2007, avoir mis en place l'approche de veille la plus appropriée à chaque domaine d'activité et produit des rapports selon la périodicité retenue | Réalisé | Réalisé | Réalisé | s. o. |
| 33 | D'ici 2008, avoir observé un nombre croissant de citations et de références aux travaux de l'Institut dans les médias (nombre d'articles de journal, de mentions à la radio, à la télévision et sur le Web et d'échanges avec les médias) | 1 120 | 1 064 | 886 | 527 |
| 35 | D'ici 2008, avoir donné accès aux données d'enquête à un nombre croissant de chercheurs | 164 | 154 | 132 | 114 |
| | **Orientation 2 : Gérer de façon intégrée les dimensions de la qualité** | | | | |
| | **Objectif : Intégrer, dans toutes les activités, le cadre de gestion et les bonnes pratiques en matière de qualité** | | | | |
| | En 2006, avoir achevé l'élaboration du cadre intégré de gestion de la qualité : | | | | |
| - - -[2] | – document d'orientation et politique | - - -[2] | - - -[2] | - - -[2] | Réalisé |
| - - -[2] | – guide des bonnes pratiques | - - -[2] | Réalisé | Avancé | En cours |
| 37 | – autres énoncés de politique ou documents | En réévaluation | En cours | En cours | En cours |
| 37 | En 2007, s'être doté d'un plan d'action visant l'évaluation de la qualité des travaux de l'Institut et, de ce fait, l'amélioration continue de la qualité | En réévaluation | En cours | En cours | s. o. |

2. Les cibles atteintes au cours d'années antérieures à 2008-2009 ne sont pas reprises dans la partie détaillée faisant état des résultats.

| Page | SOMMAIRE DES RÉSULTATS | Niveau d'atteinte de la cible | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 2008-2009 | 2007-2008 | 2006-2007 | 2005-2006 |
| ---[2] | Dès 2005, s'être doté d'une approche de sensibilisation continue en matière de qualité et l'avoir mise en place dans chaque direction | ---[2] | Réalisé | Réalisé | Réalisé |
| ---[2] | En 2008 au plus tard, avoir sensibilisé tout l'appareil gouvernemental au cadre de gestion de la qualité | ---[2] | ---[2] | Réalisé | En cours |
| | **Orientation 3 : Générer de la connaissance à partir d'un plus grand éventail d'informations statistiques, compréhensibles et accessibles à tous** | | | | |
| | **Objectif : Concevoir de plus en plus des produits permettant le développement des connaissances des citoyens, afin qu'ils comprennent mieux les enjeux de la société** | | | | |
| 38 | D'ici 2008, avoir augmenté, chaque année, le nombre d'articles publiés | 52 | 68 | 61 | 49 |
| 38 | D'ici 2008, avoir augmenté, chaque année, le nombre de travaux, d'études et d'analyses méthodologiques ou à caractère scientifique | 22 | 39 | 31 | 47 |
| 39 | D'ici 2008, avoir accru les travaux comportant une comparaison de données | 89 % | 85 % | 80 % | 75 % |
| 39 | D'ici 2008, avoir augmenté l'utilisation des divers moyens de diffusion | 187 | 169 | 152 | 168 |
| ---[2] | D'ici 2006, avoir amélioré le système d'évaluation de la couverture médiatique | ---[2] | ---[2] | Réalisé | En cours |
| Enjeu 2 | L'Institut de la statistique du Québec est reconnu, par les décideurs de l'appareil gouvernemental québécois et par Statistique Canada, pour son rôle prépondérant en matière d'information et d'expertise statistiques sur le Québec | | | | |
| | **Orientation 4 : Saisir toutes les occasions de démontrer et de faire reconnaître le niveau d'excellence des produits et services de l'Institut** | | | | |
| | **Objectif : Occuper davantage l'espace prévu par sa loi constitutive et devenir la référence dans le domaine de la statistique sur le Québec** | | | | |
| 41 | D'ici 2008, avoir observé l'utilisation croissante des produits et services de l'Institut par les décideurs de la fonction publique québécoise[3] | En continu | En continu | En continu | En continu |
| 43 | D'ici 2008, avoir amélioré les modes et augmenté les occasions de communication pour atteindre davantage les citoyens | Réalisé | Réalisé | Réalisé | Réalisé |

3. Un résultat exhaustif ne peut être obtenu pour cette cible; cependant, l'utilisation des produits et services de l'Institut par les décideurs de la fonction publique québécoise a été notée à plusieurs reprises au cours des années.

| Page | SOMMAIRE DES RÉSULTATS | Niveau d'atteinte de la cible | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | **2008-2009** | 2007-2008 | 2006-2007 | 2005-2006 |
| - - -[2] | En 2005, avoir élaboré un concept promotionnel portant sur les normes de qualité utilisées à l'Institut, de même que sur ses produits et services, et en avoir fait une large diffusion | - - -[2] | - - -[2] | - - -[2] | Réalisé |
| | **Objectif : Accentuer son rôle d'interlocuteur privilégié auprès de Statistique Canada pour tout l'appareil gouvernemental québécois** | | | | |
| - - -[2] | En 2006, avoir défini clairement la stratégie de coordination de l'Institut auprès de Statistique Canada pour l'administration publique québécoise | - - -[2] | Réalisé | En cours | s. o. |
| 43 | Dès 2005, avoir étendu la concertation à tous les niveaux avec Statistique Canada | **Réalisé** | Réalisé | Réalisé | Réalisé |
| | **Orientation 5 : Agir à titre de coordonnateur gouvernemental en matière de statistiques officielles afin d'optimiser le système statistique québécois** | | | | |
| | **Objectif : Doter le Québec d'un système statistique bénéficiant de la confiance des décideurs et du public en général** | | | | |
| | D'ici 2008, avoir versé dans la BDSO les données officielles des 24 ministères et organismes gouvernementaux partenaires et avoir maintenu leur constante participation : | | | | |
| 45 | – pourcentage des partenaires ayant intégré des données dans la banque | **70 %** | 70 % | 57 % | 52 % |
| 45-46 | – pourcentage de la couverture des statistiques officielles dans la banque | **81 %** | 80 % | 62 % | 39 % |
| | **Objectif : Agir à titre de coordonnateur auprès des ministères et organismes gouvernementaux pour maximiser la complémentarité et le partage d'expertise en matière de statistique** | | | | |
| 46 | D'ici 2006, avoir amorcé, de concert avec les ministères et organismes gouvernementaux, détenteurs et producteurs de statistiques, l'élaboration d'un cadre d'intégration de la statistique au Québec | **En réévaluation** | En cours | En cours | En cours |

| Page | SOMMAIRE DES RÉSULTATS | Niveau d'atteinte de la cible | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 2008-2009 | 2007-2008 | 2006-2007 | 2005-2006 |
| Enjeu 3 | L'Institut de la statistique du Québec adhère à la modernisation de la gestion publique, en révisant son cadre de gestion des ressources et en l'adaptant au contexte où près du tiers de son budget provient de revenus autonomes | | | | |
| | **Orientation 6 : Maximiser l'utilisation des ressources de l'Institut en maintenant un juste équilibre entre les activités et les capacités organisationnelles** | | | | |
| | **Objectif : Mettre en place la planification de la main-d'œuvre dans un contexte de gestion prévisionnelle** | | | | |
| - - - [2] | D'ici 2008, avoir mis en place des moyens pour assurer la relève | - - - [2] | Réalisé | Avancé | En cours |
| - - - [2] | D'ici 2008, avoir mis en place des mécanismes permettant d'optimiser l'utilisation des ressources humaines | - - - [2] | Réalisé | Avancé | En cours |
| - - - [2] | D'ici 2007, avoir révisé les modes d'organisation du travail, afin de les adapter au contexte des revenus autonomes, particulièrement à un horaire de travail convenant aux enquêtes auprès des individus et des ménages | - - - [2] | - - - [2] | - - - [2] | Réalisé |
| - - - [2] | D'ici 2008, avoir conçu et mis en place des mesures concrètes pour améliorer l'état de santé et le bien-être de son personnel et en dresser le bilan | - - - [2] | Réalisé | Avancé | En cours |
| | **Objectif : Poursuivre la mise en place d'une administration soutenue sur le plan électronique en continuant de faire évoluer les technologies de l'information** | | | | |
| 47 | D'ici 2008, avoir assuré l'évolution d'une gestion multimodale des activités de collecte, en intégrant au mieux le mode électronique | Réalisé | Avancé | Avancé | En cours |
| - - - [2] | D'ici 2007, avoir mis en place les moyens pour évaluer périodiquement le degré de satisfaction des utilisateurs du site Web de l'Institut | - - - [2] | - - - [2] | Réalisé | En cours |
| 48 | D'ici 2006, avoir dressé un portrait global des technologies et un plan d'investissement sur trois ans | Non complété | En cours | En cours | En cours |

| Page | SOMMAIRE DES RÉSULTATS | Niveau d'atteinte de la cible | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | 2008-2009 | 2007-2008 | 2006-2007 | 2005-2006 |
| | **Objectif : Continuer d'assurer la disponibilité, l'intégrité, la confidentialité, la sécurité et la protection des informations détenues par l'Institut** | | | | |
| 48 | D'ici 2008, avoir entrepris l'élaboration d'un plan permettant à l'Institut de reprendre ses activités après un sinistre | Non complété | En cours | En cours | s. o. |
| - - - [2] | D'ici 2007, se doter d'indicateurs de gestion quant à l'utilisation efficiente et éthique des technologies de l'information | - - - [2] | - - - [2] | Réalisé | En cours |
| | **Objectif : Maintenir un certain équilibre entre la subvention et les revenus autonomes** | | | | |
| 49 | D'ici 2008, avoir augmenté la subvention par du financement obtenu des partenaires gouvernementaux | En réévaluation | En cours | En cours | En cours |
| - - - [2] | D'ici 2008, avoir élaboré un cadre de référence en matière de collaboration et de partenariat concernant les activités de collecte | - - - [2] | - - - [2] | - - - [2] | Réalisé |
| | **Objectif : Systématiser la révision des processus et poursuivre l'élaboration des outils et des approches permettant un meilleur encadrement des projets** | | | | |
| - - - [2] | D'ici 2008, avoir entrepris la révision des processus de travail d'au moins deux projets ciblés en 2005 | - - - [2] | - - - [2] | Réalisé | En cours |
| - - - [2] | Au plus tard en 2006, avoir terminé l'élaboration des outils informatisés de planification et de suivi des projets | - - - [2] | Réalisé | En cours | En cours |
| - - - [2] | D'ici 2006, avoir formé les chargés de projet quant à différents aspects de la gestion de projet | - - - [2] | Réalisé | En cours | En cours |

## Enjeu 1 L'Institut de la statistique du Québec s'engage, dans un environnement complexe et changeant, à garder le cap sur la pertinence de ses produits et services et sur les normes internationales de qualité

**Orientation 1 : Faire évoluer l'offre de service conformément aux priorités gouvernementales et aux enjeux de la société**

**Objectif : Trouver un juste équilibre en matière d'offre de service, c'est-à-dire à la fois maintenir les programmes de base et répondre aux nouveaux besoins**

**Indicateur : Nombre et nature des mécanismes de consultation et de collaboration mis en place**

### Cible

D'ici 2008, avoir établi, dans chaque domaine d'activité statistique, au moins une nouvelle collaboration permettant une meilleure connaissance des besoins.

### Résultats

Au cours des quatre dernières années, cet objectif a été atteint : l'Institut a réussi à établir plus d'une nouvelle collaboration pour chaque domaine d'activité statistique. Plus particulièrement pour l'année 2008-2009, l'Institut a su répondre aux besoins émergents suivants :

- Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec) : entente signée afin de fournir entre autres des conseils méthodologiques pour assurer la qualité des données servant à produire le Bilan de la gestion des matières résiduelles;
- Vérificateur général du Québec : travaux de recherche réalisés pour fournir de l'information statistique en vue de la mesure d'un indice de progrès véritable pour le Québec;
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec : collaboration pour la production d'une publication sur l'industrie bioalimentaire au Québec;
- Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) : enquête réalisée au cours de l'année afin de diffuser des données inédites sur l'internationalisation des entreprises québécoises;
- Agri-Traçabilité Québec (ATQ) : échanges effectués sur l'utilisation de données colligées pour rehausser la qualité des statistiques produites dans le secteur du bioalimentaire, notamment au niveau des données sectorielles et des estimations des exportations interprovinciales;
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) : entente signée pour l'élaboration et la production, sur une base annuelle, d'un indice de développement des municipalités;
- Conseil du statut de la femme : ajout de questions à une enquête de l'Institut afin d'inclure le besoin d'information ayant trait aux femmes siégeant au sein de conseils d'administration;

- Secrétariat à la condition féminine : collaboration pour l'analyse différenciée selon les sexes et commentaires préliminaires effectués sur une liste d'une trentaine d'indicateurs statistiques mesurant l'égalité entre les femmes et les hommes;
- Conseil de la science et de la technologie : invitation acceptée par l'Institut à siéger au Comité de pilotage du Rapport de conjoncture 2009;
- Centre Urbanisation, Culture et Société de l'Institut national de la recherche scientifique : développement d'un projet de recherche en partenariat avec l'Institut (Observatoire de la culture et des communications du Québec), sur le partage de fichiers musicaux poste-à-poste sur le Web;
- Association internationale des démographes de langue française : une employée de l'Institut a été nommée membre du bureau de direction;
- Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville (France) : publication en cours d'élaboration qui comparera, sous une quarantaine d'indicateurs, la situation des femmes et des hommes, au Québec, au Canada, aux États-Unis, en France et dans les autres pays de l'Union européenne;
- Commission des partenaires du marché du travail : collaboration concernant un diagnostic à poser sur l'information sur le marché du travail dans le cadre d'une consultation pancanadienne réalisée par le Comité consultatif sur l'information sur le marché du travail;
- Ministère du Tourisme : accord portant sur des travaux d'estimation de l'emploi touristique au Québec, par la recherche et l'analyse des sources de données disponibles et des pratiques en ce domaine, et ce, sur les plans canadien et international, ainsi que par une évaluation de l'approche utilisée par l'INSEE, en France;
- IRDES de Paris : réalisation d'une étude, en collaboration avec des chercheurs de cet institut, sur la santé perçue des populations québécoise et française de 55 ans et plus; cette étude donnera lieu à des publications conjointes;
- Centre de transfert sur la réussite éducative du Québec (CTREQ) : nouveaux liens établis pour la vulgarisation des résultats de l'ÉLDEQ dans le réseau du CTREQ;
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), Conseil du statut de la femme (CSF), ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) : ententes pour un projet d'analyses des données du Québec de l'Enquête sur la participation et les limitations d'activités de 2006 de Statistique Canada; le projet comprend trois volets : un rapport d'enquête, une étude d'estimations pour petits domaines et un Compendium de tableaux.

De plus, dans le cadre du Sommet de la Francophonie qui s'est tenu en octobre 2008 à Québec, l'Institut a produit une édition spéciale en format de poche de la publication *Le Québec dans le monde*. Cette publication, qui regroupe des indicateurs économiques des 55 États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie et des 13 États observateurs, a été distribuée à tous les participants de même qu'aux journalistes présents.

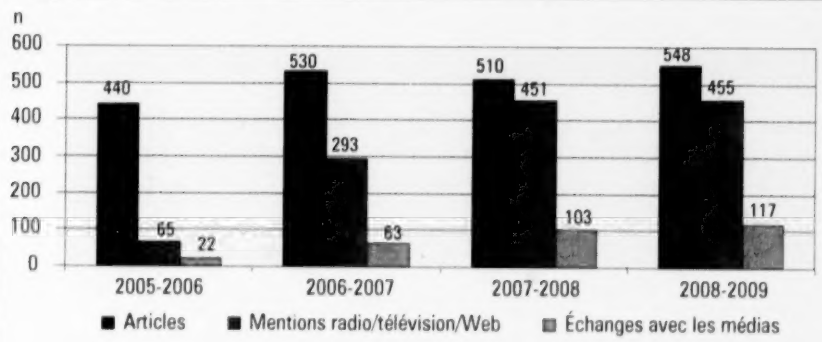
**Indicateur : Nombre de rapports de veille produits**

| Cible | Résultats |
|---|---|
| À partir de 2007, avoir mis en place l'approche de veille la plus appropriée à chaque domaine d'activité et produit des rapports selon la périodicité retenue. | Dès 2005-2006, l'Institut a mis de l'avant différentes activités de veille pour anticiper les besoins et être à l'affût des priorités gouvernementales et des nouvelles tendances nationales et internationales.<br><br>De plus, au cours des quatre dernières années, 56 documents de veille ont été réalisés. Pour l'année 2008-2009 uniquement, on en dénombre 25, dont 13 ont été diffusés sur le Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques (RVIPP). Ces produits de veille portent sur des sujets variés, tels la technologie de l'information, le travail et la rémunération, l'innovation en matière de diffusion et de production de données statistiques et les enjeux politiques et de gouverne. Ces résultats nous permettent de conclure à l'atteinte de la cible.<br><br>Notons également qu'en novembre 2008, l'Institut a participé activement au colloque *Le Québec en prospective* du RVIPP, en préparant des informations statistiques sur les sujets qui y ont été discutés. Un bulletin électronique de veille (Info-Réseau ISQ) est également transmis depuis février 2009 aux cadres de l'Institut afin de leur transmettre les résultats de la veille effectuée autant par l'Institut que par la communauté des veilleurs au sein du RVIPP. |

**Indicateur : Volume, niveau et utilisation diversifiée de l'information statistique disponible**

| Cible | Résultats |
|---|---|
| D'ici 2008, avoir observé un nombre croissant de citations et de références dans des documents gouvernementaux, des rapports d'étude et de recherche, ainsi que dans les médias. | L'Institut peut affirmer que ses travaux ont été utilisés par de nombreux ministères et organismes, par des chercheurs et même par des organisations à l'étranger. En effet, les nouvelles collaborations citées précédemment, de même que les résultats présentés à l'Orientation 3 et à l'Orientation 4, démontrent la pertinence de l'offre de service de l'Institut.<br><br>La couverture médiatique s'avère être également un excellent indicateur de notoriété. En 2008-2009, 548 articles de journal ou de revue ont repris des informations statistiques diffusées par l'Institut. 455 mentions à la radio, à la télévision et sur le Web ont été retracées et 117 entrevues avec les médias ont été effectuées. Ainsi, comparativement à l'année 2005-2006, on dénote une hausse du nombre de citations dans tous ces médias (voir le graphique à la page suivante). |

Nombre de citations dans les médias




## Cible

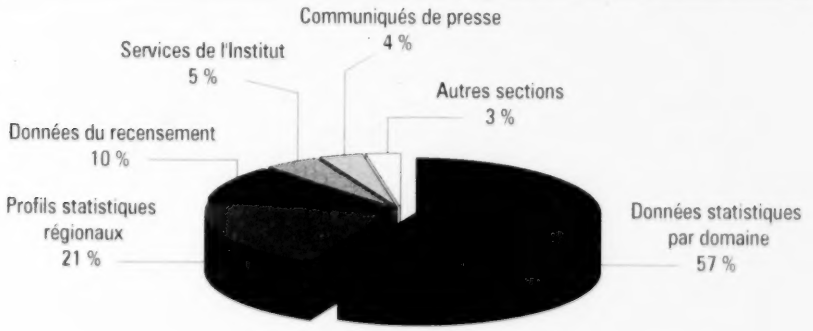
D'ici 2008, avoir observé que le nombre de sessions de travail augmente chaque année sur le site Web de l'Institut.

## Résultats

Du 1er avril 2008 au 31 mars 2009, on dénombre 1 042 117 sessions de travail sur le site Web de l'Institut, comparativement à 1 209 682 l'année dernière. La réduction du nombre de sessions est un des effets de la modification à la méthode de compilation revue en 2007-2008 qui exclut désormais les visites des moteurs de recherche. Une année de consolidation, sans introduction de nouvelles applications et concentrée sur la refonte de la page d'accueil de son site Web, pourrait aussi avoir contribué à la baisse de fréquentation du site.

Le détail des consultations de 2008-2009 des différentes sections du site Web de l'Institut démontre que plus de 88 % de celles-ci ont trait aux données du recensement (10 %), aux profils statistiques régionaux (21 %) et aux statistiques par domaine (57 %).

Détail des consultations des sections du site Web de l'Institut 2008-2009




La méthode de compilation des sessions de travail enregistrées sur le site Web de l'Institut ayant été modifiée, ceci ne permet pas de comparer les résultats sur quatre ans et de conclure sur la cible visée.

## Cible

D'ici 2008, avoir donné accès aux données d'enquête à un nombre croissant de chercheurs et avoir maximisé l'utilisation des microdonnées.

## Résultats

L'Institut ne cesse d'appuyer le développement scientifique et la gouverne en donnant l'accès aux chercheurs et aux décideurs publics à des données statistiques de qualité, utiles à la compréhension de diverses thématiques touchant le Québec.

Au cours de l'année 2008-2009, dans un objectif d'amélioration et d'optimisation, l'Institut a intégré ses divers services de production et d'accès aux données de recherche dans un guichet unique. Ce guichet regroupe notamment le Centre d'accès aux données de recherche de l'Institut (CADRISQ) et les services de la plateforme Environnement pour la promotion de la santé et du bien-être (EPSEBE).

Créé en 2001, le CADRISQ favorise l'exploitation secondaire des microdonnées produites par l'Institut. Au cours de 2008-2009, l'Institut y a rendu accessibles les fichiers de trois nouvelles enquêtes, de même que trois autres fichiers concernant le registre des événements démographiques (période de 1986 à 2006). Cela porte à 52 le nombre de banques de microdonnées accessibles aux fins de recherche et de gouverne.

Entre avril 2008 et mars 2009, cinq nouveaux contrats ont été conclus avec des chercheurs, portant le nombre total de contrats à 68 depuis l'ouverture du CADRISQ. Ces contrats ont permis à 164 chercheurs de huit universités canadiennes et de 10 ministères ou organismes québécois d'exploiter les données de l'Institut. Ces chercheurs ont produit 33 nouvelles publications scientifiques au cours de l'année 2008-2009, dans les domaines de la santé, des inégalités sociales, des services de garde à l'enfance, de l'attrition dans les enquêtes longitudinales et de l'innovation parmi les entreprises.

Le cadre normatif de l'Institut permet aussi à des ministères et des organismes d'avoir accès aux microdonnées qu'il produit, et ce, dans leurs propres locaux. À cet égard, depuis 2001, 31 ententes ont été signées avec certains d'entre eux pour l'exploitation des fichiers de l'Institut.

| | Contrats signés au CADRISQ | | Ententes signées avec des ministères et organismes | | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| | Par année | Cumulatif | Par année | Cumulatif | Cumulatif |
| 2001-2002 | 10 | **10** | 4 | **4** | **14** |
| 2002-2003 | 12 | **22** | 9 | **13** | **35** |
| 2003-2004 | 7 | **29** | 4 | **17** | **46** |
| 2004-2005 | 6 | **35** | 0 | **17** | **52** |
| 2005-2006 | 11 | **46** | 6 | **23** | **69** |
| 2006-2007 | 7 | **53** | 2 | **25** | **78** |
| 2007-2008 | 10 | **63** | - - - | **25** | **88** |
| 2008-2009 | 5 | **68** | 6 | **31** | **99** |

Par ailleurs, en 2008-2009, l'Institut a consolidé la plateforme de services EPSEBE, dont la mise en place résulte d'un partenariat avec un consortium d'universités et de ministères ou d'organismes québécois.

EPSEBE vise à rendre accessibles à des fins statistiques des microdonnées produites à partir de fichiers administratifs de ministères et d'organismes ou de microdonnées d'enquêtes, dans le but de soutenir la recherche ou la gouverne dans des domaines d'intérêt pour la société québécoise, notamment en santé, en éducation et en sciences sociales. La plateforme EPSEBE offre des outils et des services pour favoriser le repérage de l'information, le jumelage et le traitement des données, l'accès aux résultats et le réseautage de l'expertise, ainsi que des services d'accompagnement dans la mise en œuvre des projets de recherche. Depuis son lancement, EPSEBE offre un dictionnaire de données, qui décrit 22 sources d'information et 1588 variables.

Au cours de l'année 2008-2009, l'Institut a produit des offres de services pour 10 projets EPSEBE, dont sept ont été acceptées, et a effectué la livraison d'un fichier de microdonnées, sept autres sont en préparation. EPSEBE a aussi fait l'objet de nombreuses présentations à des chercheurs et à des partenaires potentiels au Québec. Enfin, EPSEBE a été présenté à Bruxelles dans le cadre d'une activité organisée par Eurostat, une présentation qui a suscité un intérêt marqué d'organismes gouvernementaux étrangers.

Toutes ses réalisations permettent de conclure que la cible a été atteinte.

*Conclusion sur l'objectif stratégique :*

En somme, en regard de l'objectif visant à trouver un juste équilibre en matière d'offre de service, l'Institut a su gérer les nouveaux besoins tout en maintenant la production récurrente de statistiques dans différents domaines essentiels à la société québécoise. Depuis 2005, de nouvelles collaborations et différentes activités de veille auront été mises en place, permettant à l'Institut d'être proactif à l'évolution de son environnement. De fait, l'utilisation croissante des informations statistiques diffusées, de même que la hausse des contrats signés avec des chercheurs et différents ministères et organismes pour l'accès à des fichiers de données confirment la pertinence des travaux effectués par l'Institut.

**Orientation 2 : Gérer de façon intégrée les dimensions de la qualité**

**Objectif : Intégrer, dans toutes les activités, le cadre de gestion et les bonnes pratiques en matière de qualité, en visant l'atteinte d'un juste équilibre entre les six dimensions de la qualité**

**Indicateur : Degré d'implantation du cadre intégré de gestion de la qualité de l'Institut et des bonnes pratiques**

| Cible | Résultats |
|---|---|
| En 2006, avoir achevé l'élaboration du cadre intégré de gestion de la qualité et le guide des bonnes pratiques. | Maintenir la qualité des produits et des services offerts est une prémisse partagée par tous les employés de l'Institut. À ce sujet, de nombreuses avancées ont été réalisées au cours des quatre dernières années. Dès novembre 2006, l'Institut s'est doté d'un cadre intégré de gestion de la qualité, qui comprend notamment une politique générale en cette matière, de même que des orientations générales.<br><br>Rappelons également que l'Institut a produit un recueil des bonnes pratiques dans les enquêtes qui sert, au même titre que d'autres moyens déjà en place, à s'assurer que la qualité est toujours au rendez-vous, et ce, pour répondre aux besoins des utilisateurs.<br><br>L'ajout d'autres énoncés de politiques ou de documents en cette matière sera évalué au cours des prochaines années. |

| Cible | Résultats |
|---|---|
| En 2007, s'être doté d'un plan d'action visant l'évaluation de la qualité des travaux de l'Institut et, de ce fait, l'amélioration continue de la qualité. | En 2008-2009, la réflexion s'est poursuivie quant aux meilleurs moyens à utiliser pour assurer l'amélioration continue de la qualité. Depuis le 1er avril 2008, ces travaux sont sous la responsabilité d'un nouveau comité de gouvernance (Comité sur la confidentialité et la qualité), composé de gestionnaires de l'Institut; ceci démontre l'importance que revêt la gestion de la qualité au sein de l'organisation, de même que son évaluation. D'autres moyens sont également pris en compte, dont de la formation continue, dès réunions tenues après les enquêtes par des équipes de professionnels, et ce, afin de partager les expériences vécues et de mettre à profit les réussites de chacun. |

*Conclusion sur l'objectif stratégique :*

Ainsi, au cours des quatre dernières années, de nombreuses réalisations confirment la volonté de l'Institut d'assurer la qualité de son offre de service. Depuis sa création en 1999, aucune plainte n'a été déposée par sa clientèle en cette matière. De plus, les résultats du questionnaire de satisfaction acheminé en 2008-2009 aux hauts dirigeants de ministères et d'organismes gouvernementaux québécois révèlent que plus de la moitié d'entre eux mettent de l'avant la qualité comme étant un des aspects les plus satisfaisants des produits et des services de l'Institut. Pour conserver cet acquis, l'Institut continuera de faire évoluer ses façons de faire et de développer les outils nécessaires à la production de statistiques fiables et une prestation de services de haut niveau.

Par ailleurs, en 2008-2009, l'Institut a consolidé la plateforme de services EPSEBE, dont la mise en place résulte d'un partenariat avec un consortium d'universités et de ministères ou d'organismes québécois.

EPSEBE vise à rendre accessibles à des fins statistiques des microdonnées produites à partir de fichiers administratifs de ministères et d'organismes ou de microdonnées d'enquêtes, dans le but de soutenir la recherche ou la gouverne dans des domaines d'intérêt pour la société québécoise, notamment en santé, en éducation et en sciences sociales. La plateforme EPSEBE offre des outils et des services pour favoriser le repérage de l'information, le jumelage et le traitement des données, l'accès aux résultats et le réseautage de l'expertise, ainsi que des services d'accompagnement dans la mise en œuvre des projets de recherche. Depuis son lancement, EPSEBE offre un dictionnaire de données, qui décrit 22 sources d'information et 1588 variables.

Au cours de l'année 2008-2009, l'Institut a produit des offres de services pour 10 projets EPSEBE, dont sept ont été acceptées, et a effectué la livraison d'un fichier de microdonnées, sept autres sont en préparation. EPSEBE a aussi fait l'objet de nombreuses présentations à des chercheurs et à des partenaires potentiels au Québec. Enfin, EPSEBE a été présenté à Bruxelles dans le cadre d'une activité organisée par Eurostat, une présentation qui a suscité un intérêt marqué d'organismes gouvernementaux étrangers.

Toutes ses réalisations permettent de conclure que la cible a été atteinte.

*Conclusion sur l'objectif stratégique :*

En somme, en regard de l'objectif visant à trouver un juste équilibre en matière d'offre de service, l'Institut a su gérer les nouveaux besoins tout en maintenant la production récurrente de statistiques dans différents domaines essentiels à la société québécoise. Depuis 2005, de nouvelles collaborations et différentes activités de veille auront été mises en place, permettant à l'Institut d'être proactif à l'évolution de son environnement. De fait, l'utilisation croissante des informations statistiques diffusées, de même que la hausse des contrats signés avec des chercheurs et différents ministères et organismes pour l'accès à des fichiers de données confirment la pertinence des travaux effectués par l'Institut.

**Orientation 2 : Gérer de façon intégrée les dimensions de la qualité**

**Objectif : Intégrer, dans toutes les activités, le cadre de gestion et les bonnes pratiques en matière de qualité, en visant l'atteinte d'un juste équilibre entre les six dimensions de la qualité**

**Indicateur : Degré d'implantation du cadre intégré de gestion de la qualité de l'Institut et des bonnes pratiques**

| Cible | Résultats |
|---|---|
| En 2006, avoir achevé l'élaboration du cadre intégré de gestion de la qualité et le guide des bonnes pratiques. | Maintenir la qualité des produits et des services offerts est une prémisse partagée par tous les employés de l'Institut. À ce sujet, de nombreuses avancées ont été réalisées au cours des quatre dernières années. Dès novembre 2006, l'Institut s'est doté d'un cadre intégré de gestion de la qualité, qui comprend notamment une politique générale en cette matière, de même que des orientations générales.<br><br>Rappelons également que l'Institut a produit un recueil des bonnes pratiques dans les enquêtes qui sert, au même titre que d'autres moyens déjà en place, à s'assurer que la qualité est toujours au rendez-vous, et ce, pour répondre aux besoins des utilisateurs.<br><br>L'ajout d'autres énoncés de politiques ou de documents en cette matière sera évalué au cours des prochaines années. |

| Cible | Résultats |
|---|---|
| En 2007, s'être doté d'un plan d'action visant l'évaluation de la qualité des travaux de l'Institut et, de ce fait, l'amélioration continue de la qualité. | En 2008-2009, la réflexion s'est poursuivie quant aux meilleurs moyens à utiliser pour assurer l'amélioration continue de la qualité. Depuis le 1er avril 2008, ces travaux sont sous la responsabilité d'un nouveau comité de gouvernance (Comité sur la confidentialité et la qualité), composé de gestionnaires de l'Institut; ceci démontre l'importance que revêt la gestion de la qualité au sein de l'organisation, de même que son évaluation. D'autres moyens sont également pris en compte, dont de la formation continue, dès réunions tenues après les enquêtes par des équipes de professionnels, et ce, afin de partager les expériences vécues et de mettre à profit les réussites de chacun. |

*Conclusion sur l'objectif stratégique :*

Ainsi, au cours des quatre dernières années, de nombreuses réalisations confirment la volonté de l'Institut d'assurer la qualité de son offre de service. Depuis sa création en 1999, aucune plainte n'a été déposée par sa clientèle en cette matière. De plus, les résultats du questionnaire de satisfaction acheminé en 2008-2009 aux hauts dirigeants de ministères et d'organismes gouvernementaux québécois révèlent que plus de la moitié d'entre eux mettent de l'avant la qualité comme étant un des aspects les plus satisfaisants des produits et des services de l'Institut. Pour conserver cet acquis, l'Institut continuera de faire évoluer ses façons de faire et de développer les outils nécessaires à la production de statistiques fiables et une prestation de services de haut niveau.

**Orientation 3 : Générer de la connaissance à partir d'un plus grand éventail d'informations statistiques, compréhensibles et accessibles à tous**

**Objectif : Concevoir, de plus en plus, des produits permettant le développement des connaissances des citoyens, afin qu'ils comprennent mieux les enjeux de la société**

**Indicateur : Nombre d'articles publiés**

## Cible

D'ici 2008, avoir augmenté, chaque année, le nombre d'articles publiés dans les périodiques de l'Institut ou dans des revues québécoises ou étrangères, en maintenant ou en suscitant, selon le cas, tout type de collaboration.

## Résultats

Au cours de l'année 2008-2009, 64 publications ont été diffusées, dont 26 nouveaux titres qui couvrent divers domaines statistiques, tels que la santé, les comptes économiques, la culture et les communications, le travail et la rémunération, la science, la technologie et l'innovation.

La hausse du nombre de publications et de nouveaux titres par rapport à l'année dernière explique en grande partie le fait que la cible visant à augmenter le nombre d'articles n'a pu être atteinte : en 2008-2009, 52 articles ont été publiés par l'Institut ou par d'autres diffuseurs québécois, comparativement à 68 en 2007-2008.

| | 2008-2009 | 2007-2008 | 2006-2007 | 2005-2006 |
|---|---|---|---|---|
| | | | n | |
| Publications | 64 | 51 | 50 | 59 |
| Articles | 52 | 68 | 61 | 49 |

L'annexe A présente la liste complète des publications et des articles de fond diffusés cette année.

**Indicateur : Nombre de travaux, d'études et d'analyses**

## Cible

D'ici 2008, avoir augmenté, chaque année, le nombre de travaux, d'études et d'analyses méthodologiques ou à caractère scientifique.

## Résultats

Depuis 2005-2006, l'Institut a effectué 139 travaux à caractère méthodologique ou scientifique, dont 22 au cours de l'année 2008-2009. La diminution du nombre de ces travaux par rapport à l'année dernière est due aux cycles d'enquêtes se déroulant sur plusieurs années. Ainsi, aucun travail méthodologique s'y rapportant n'a été réalisé cette année. La cible n'a donc pas été atteinte.

Le détail de ces travaux est présenté à l'annexe B.

| | 2008-2009 | 2007-2008 | 2006-2007 | 2005-2006 |
|---|---|---|---|---|
| | | | n | |
| Travaux à caractère méthodologique ou scientifique | 22 | 39 | 31 | 47 |

**Indicateur : Nombre de travaux de comparaison**

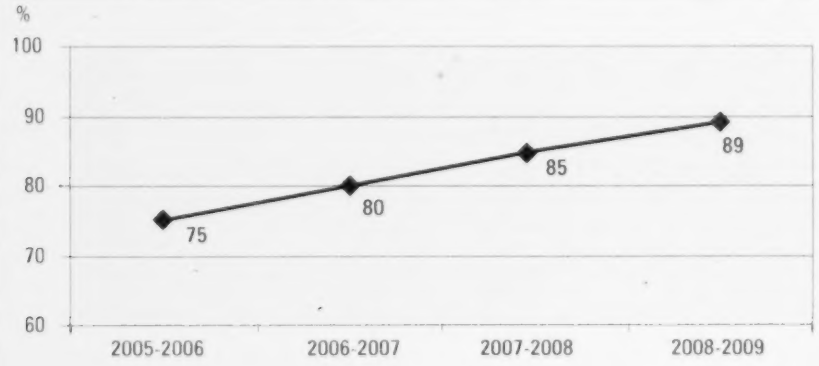
## Cible

D'ici 2008, avoir accru les travaux comportant une comparaison de données sur divers sujets, à divers niveaux ou entre divers gouvernements ou États.

## Résultats

Comme démontré dans le graphique qui suit, l'Institut a réussi à accroître ses travaux qui comportent des données comparatives, augmentant ainsi la valeur ajoutée des informations publiées. Depuis 2005-2006, on note une hausse de 14 points de pourcentage, le résultat étant passé de 75 % à 89 %.

Pourcentage des travaux comportant des comparaisons




**Indicateur : Étendue des activités de diffusion**

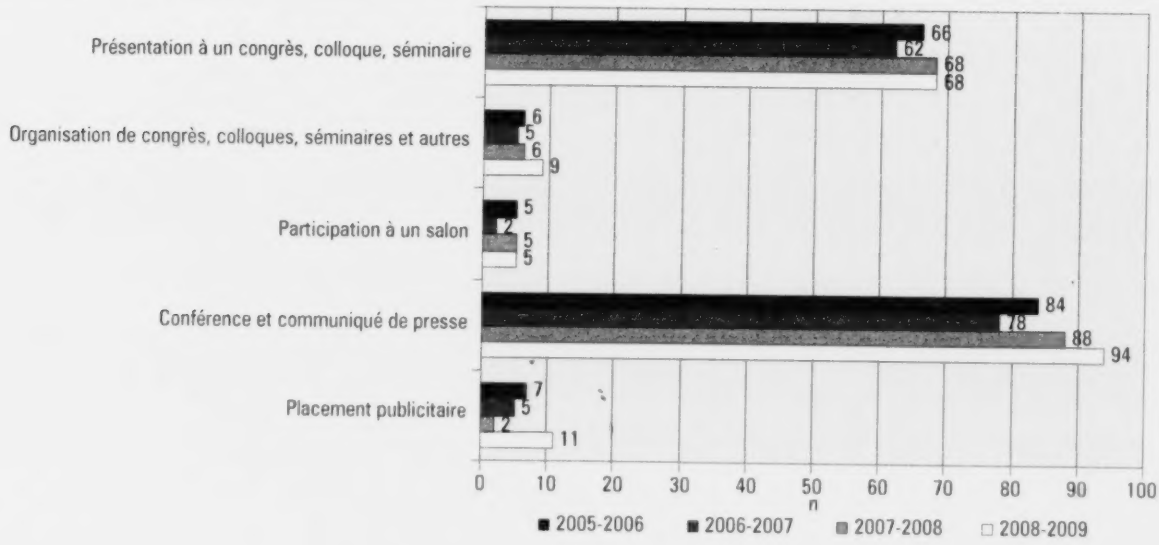
## Cible

D'ici 2008, avoir augmenté l'utilisation des divers moyens de diffusion des résultats de l'Institut, en saisissant toutes les occasions possibles (présentations à des colloques, articles dans des revues, communiqués, contacts avec la presse, etc.).

## Résultats

Toujours dans l'optique de générer de la connaissance, l'Institut désire saisir toutes les occasions possibles d'atteindre les citoyens afin de leur permettre de mieux comprendre les enjeux de la société. La diversification des moyens utilisés au cours des quatre dernières années permet de conclure que la cible a été atteinte. De fait, les résultats démontrent que l'Institut a utilisé à 187 reprises les différents moyens de diffusion au cours de l'année, comparativement à 168 en 2005-2006 (résultat à la hausse de 11 %).

Utilisation des divers moyens de diffusion




*Conclusion sur l'objectif stratégique :*

De 2005 à 2009, on peut conclure que l'Institut a conçu une variété de produits permettant le développement des connaissances. Il aura participé à de nombreuses tribunes québécoises, canadiennes et internationales démontrant ainsi son savoir-faire et ses avancées dans sa production statistique, sa méthodologie et son infrastructure. Des présentations sur des thèmes novateurs ont été effectuées en Croatie, en Suisse, en Espagne, au Royaume-Uni, en France, en Belgique, en Tunisie et en Italie, aussi bien qu'aux États-Unis et au Canada. Plus particulièrement pour l'année 2008-2009, l'Institut a effectué des présentations aux événements suivants :

- International Field Directors and Technologies Conference (Nouvelle-Orléans, États-Unis, mai 2008);
- 20th Congress of the International Society for the Study of Behavioural Development (Wurzburg, Allemagne, juillet 2008);
- European Conference on Quality in Official Statistics (Rome, Italie, juillet 2008);
- The Society for the Advancement of Socio-Economics (San José, Costa Rica, juillet 2008);
- Séminaires : Les Mardis de l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (IRDES) (Paris, France, octobre 2008);
- 2e Journée de travail des Observatoires de la culture (Bilbao, Espagne, novembre 2008);
- Expert Group Meeting on the Statistical Measurement of the Diversity of Cultural Expressions (Barcelone, Espagne, novembre 2008);
- New Techniques and Technologies for Statistics Seminar (Bruxelles, Belgique, février 2009);
- Congrès annuel de l'American Association of Geographers (Las Vegas, États-Unis, mars 2009).

**Enjeu 2** L'Institut de la statistique du Québec est reconnu, par les décideurs de l'appareil gouvernemental québécois et par Statistique Canada, pour son rôle prépondérant en matière d'information et d'expertise statistiques sur le Québec

**Orientation 4 : Saisir toutes les occasions de démontrer et de faire reconnaître le niveau d'excellence des produits et services de l'Institut**

**Objectif : Occuper davantage l'espace prévu par sa loi constitutive et devenir la référence dans le domaine de la statistique sur le Québec**

**Indicateur : Étendue, nature et régularité d'utilisation des produits et services de l'Institut**

| Cible | Résultats |
|---|---|
| D'ici 2008, avoir observé l'utilisation croissante des produits et services de l'Institut par les décideurs de la fonction publique québécoise. | Tout comme par les années passées, l'Institut constate en 2008-2009 une grande utilisation de ses travaux par les décideurs de la fonction publique québécoise, ce qui démontre la pertinence des travaux effectués. En effet, ceux-ci servent notamment à effectuer des choix judicieux en matière d'investissement et d'optimisation des ressources par les ministères et organismes québécois, et ce, en fonction de leur mission respective.<br><br>À titre d'exemples, pour 2008-2009, un relevé non exhaustif de l'utilisation des produits et des services de l'Institut démontre que ceux-ci ont servi à :<br><br>– mettre en contexte le choix des priorités gouvernementales, présentées lors du discours inaugural du premier ministre à l'Assemblée nationale en mars 2009;<br>– aider le ministère des Finances dans la préparation :<br>- des rapports *Profil économique et financier du Québec* et *Le point sur la situation économique et financière du Québec*;<br>- du budget du Québec, notamment à l'aide de données sur les indicateurs de l'activité scientifique et technologique au Québec;<br>- d'analyses et de prévisions économiques, et ce, par la production de données détaillées sur les Comptes économiques trimestriels;<br>- de la *Politique familiale du Québec : où en sommes-nous?*, en appuyant les résultats présentés par diverses données, dont celles sur l'évolution de la population, des naissances et de l'indice synthétique de fécondité au Québec;<br>- du suivi du marché du travail au Québec (de même que pour celui d'Emploi-Québec) en fournissant des données désaisonnalisées de l'emploi;<br>– soutenir le MSSS dans la production de la *Politique de périnatalité 2008-2018*, qui vise à ajuster l'offre de service aux besoins actuels de la population en cette matière; |

- fournir au MSSS, au ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, au ministère du Travail et à la Commission des normes du travail des données utiles à l'analyse de la conjoncture du marché du travail, afin qu'ils puissent ajuster leurs politiques en conséquence;
- permettre la production, par le MDEIE, de nombreux tableaux inclus dans le *Portrait socioéconomique des régions du Québec – Édition 2008*;
- mettre à jour les choix stratégiques du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, tels que reproduits dans son *Plan stratégique 2008-2011*;
- aider le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) quant à la réalisation de documents de veille et de rapports servant à l'élaboration des indicateurs de développement durable;
- permettre au ministère des Relations internationales la production d'un cédérom comportant des fichiers PDF du *Québec chiffres en main*, versions française, anglaise et espagnole;
- situer le contexte entourant l'état et les besoins de l'éducation, rapport publié en mars 2009 par le Conseil supérieur de l'éducation;
- soutenir le Conseil de la science et de la technologie dans sa compréhension de la dynamique de l'innovation territoriale;
- établir le *Portrait des Québécoises en 8 temps*, du Conseil du statut de la femme;
- produire le portrait culturel de trois territoires (Montérégie Est, Longueuil, Vallée-du-Haut-Saint-Laurent);
- corroborer certains avantages d'investir au Québec, comme présentés par Investissement Québec dans sa publication à cet effet;
- évaluer par Hydro-Québec les retombées économiques de ses dépenses d'investissement et d'entretien, et ce, par l'utilisation du modèle intersectoriel.

*Commentaires additionnels :*

Enfin, notons que l'Institut a poursuivi ses travaux liés à la prospection des investissements étrangers. L'extranet Horace + est présentement en migration vers une version plus récente d'Oracle pour satisfaire aux exigences des partenaires de ce projet. L'Institut a profité de cette migration technologique pour bonifier le contenu de la liste des filiales étrangères, dans l'optique où le suivi du Plan d'action manufacturier du MDEIE exige une reddition de comptes précise de façon régulière. Le suivi de visites des filiales étrangères seront automatisés par la production de rapports personnalisés dès avril 2009.

| Cible | Résultats |
|---|---|
| D'ici 2008, avoir amélioré les modes et augmenté les occasions de communication pour atteindre davantage les citoyens (individus et entreprises). | De nombreuses actions ont été posées depuis 2005 afin d'améliorer les modes et d'augmenter les occasions pour atteindre davantage les citoyens. Entre autres, des listes d'envoi aux médias ont été préparées et divers messages, bulletins électroniques et publications leur ont été transmis, de même qu'aux députés de l'Assemblée nationale. On retrouve désormais de nombreux hyperliens de sites Web gouvernementaux ou d'autres sites spécialisés vers celui de l'Institut. Enfin, l'implantation de la technologie RSS et la possibilité de s'inscrire à une liste de diffusion électronique permettent désormais à l'internaute d'être mieux informé des nouveautés.<br><br>En 2008-2009, une nouvelle section sur le thème de l'environnement s'est ajoutée aux données incluses dans *Le Québec statistique* : des faits saillants sur ce sujet y sont mis à jour régulièrement et permettent de suivre, par province et territoire, l'évolution de diverses thématiques, telles les émissions de gaz à effet de serre. L'Institut a également consolidé son image institutionnelle en uniformisant la facture de ses publications et a revu ses façons de rejoindre les utilisateurs de ses données. Par exemple, la pertinence de produire une version imprimée de certaines publications (plutôt qu'une diffusion uniquement sur le site Web) a été analysée en fonction des besoins recensés. Cette préoccupation de limiter la diffusion papier des publications de l'Institut répond à celle du gouvernement du Québec en matière de développement durable. |

*Conclusion sur l'objectif stratégique :*

Depuis 2005, l'Institut aura été de plus en plus présent auprès des instances et du citoyen en général. Il aura réussi à mettre en valeur son expertise et sa production statistique. On peut conclure que l'Institut a atteint l'objectif d'occuper davantage l'espace prévu par sa loi constitutive et d'être désormais la référence en matière statistique.

**Objectif : Accentuer son rôle d'interlocuteur privilégié auprès de Statistique Canada pour tout l'appareil gouvernemental québécois**

**Indicateur : Nature des mécanismes de coordination et de concertation mis en place**

| Cible | Résultats |
|---|---|
| Dès 2005, avoir étendu la concertation à tous les niveaux avec Statistique Canada (entre les hauts dirigeants, les cadres et les professionnels) dans les différents domaines de l'activité statistique. | L'Institut a su maintenir son réseau de contacts avec Statistique Canada, que ce soit par sa présence au sein de comités fédéral-provincial-territorial ou encore par les nombreux échanges effectués entre professionnels et gestionnaires des deux organismes.<br><br>La cible est atteinte. En effet, dès 2005, plusieurs représentations ont été effectuées auprès de l'agence fédérale pour faire valoir les besoins du Québec en matière statistique. Celles-ci auront permis entre autres de bonifier certaines enquêtes par l'ajout d'éléments essentiels à la gouverne de ministères et d'organismes québécois. C'est par ces activités de coordination et de concertation que l'Institut a pu livrer, au cours de l'année 2008-2009, des tableaux de données et des rapports d'analyse à divers clients. |

Toujours au cours de l'année 2008-2009, l'Institut a organisé de nombreuses rencontres avec des ministères et des organismes afin de les sensibiliser aux modifications apportées aux programmes de Statistique Canada. L'Institut souhaite ainsi mobiliser ses partenaires québécois afin de recenser les besoins essentiels du Québec en matière statistique et de les fournir à l'agence fédérale. Il a également effectué des achats de données auprès de celle-ci, ce qui a servi notamment à produire un portrait statistique en ressources humaines pour le compte du Conseil de la science et de la technologie.

*Conclusion sur l'objectif stratégique :*

Ainsi, depuis déjà quatre ans, les actions entreprises par l'Institut lui auront permis de réaliser l'objectif d'assurer son rôle d'interlocuteur privilégié auprès de Statistique Canada. Étant donné l'importance que revêt cette position pour l'Institut, il poursuivra ses efforts au cours des prochaines années à toujours bien représenter les intérêts du Québec auprès de cet organisme, d'autant que celui-ci est à revoir ses priorités.

**Orientation 5 : Agir à titre de coordonnateur gouvernemental en matière de statistiques officielles afin d'optimiser le système statistique québécois**

**Objectif : Doter le Québec d'un système statistique bénéficiant de la confiance des décideurs et du public en général**

**Indicateur : Volume et nature des statistiques officielles dans la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO)**

| Cible | Résultats |
|---|---|
| D'ici 2008, avoir versé dans la BDSO les données officielles des 24 ministères et organismes gouvernementaux partenaires et avoir maintenu leur constante participation. | Le système statistique québécois comporte de nombreux producteurs de statistiques sur le Québec. Il est donc essentiel que l'Institut, à titre de coordonnateur gouvernemental, optimise la concertation interministérielle afin d'offrir aux décideurs, aux citoyens et aux entreprises de l'information statistique comparable et de qualité.<br><br>Un des principaux moyens d'intervention de l'Institut a été, au cours des dernières années, de procéder à l'intégration de données cohérentes et crédibles par le biais de la BDSO. Cette bibliothèque virtuelle fait consensus auprès de 25 ministères et organismes québécois[4], producteurs et diffuseurs de statistiques officielles sur le Québec. Elle vise la diffusion d'informations statistiques fondées sur des normes reconnues et utilisées par les organismes nationaux et internationaux, dont l'Institut fait la promotion auprès des partenaires. La BDSO est accessible à partir des sites Web de l'Institut et des autres ministères et organismes qui l'alimentent. |

4. Un nouvel organisme s'est joint à ceux initialement prévus, soit Recyc-Québec.

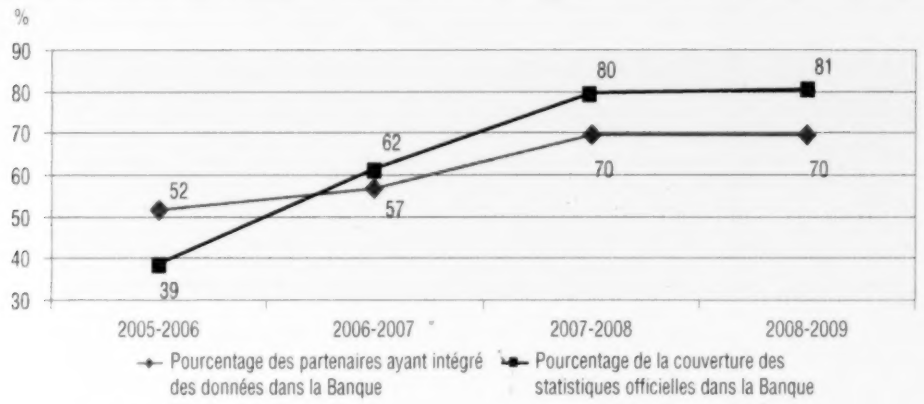
Dans sa phase actuelle, cette banque cumule (en tout ou en partie) les données de 16 ministères et organismes :

- ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec,
- ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport,
- ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale,
- ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles,
- ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire,
- ministère des Ressources naturelles et de la Faune,
- ministère de la Santé et des Services sociaux,
- ministère de la Sécurité publique,
- ministère des Transports du Québec,
- ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs,
- ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation,
- ministère du Travail,
- Commission des normes du travail,
- Conseil du statut de la femme,
- Régie des rentes du Québec,
- Institut de la statistique du Québec.

Au 31 mars 2009, 70 % des partenaires prévus au départ y ont intégré des données. Le taux de couverture des statistiques officielles sur le Québec, calculé selon la proportion des sous-thèmes pour lesquels il existe des données dans la BDSO, est passé de 39 % en 2005-2006 à 81 % en 2008-2009, soit une augmentation de 42 points de pourcentage.

L'Institut est fier de ces résultats. Des efforts ont été consentis, en 2008-2009, pour l'amélioration de la couverture des sous-thèmes. En effet, on dénombre 236 nouvelles intégrations et 1 508 mises à jour de données au cours de l'année. L'Institut a également concentré ses travaux à la mise en place d'une nouvelle technologie, dans le but d'améliorer sa prestation de service; des projets pilotes sont en cours avec différents partenaires pour créer des tableaux interactifs permettant un regard nouveau sur les statistiques produites.

Pourcentages des statistiques officielles incluses dans la BDSO et des partenaires y ayant déjà versé leurs données




*Conclusion sur l'objectif stratégique :*

La BDSO est un des plus importants partenariats au gouvernement du Québec. Elle démontre non seulement la volonté de l'Institut, mais aussi celle d'un grand nombre de ministères et d'organismes québécois, producteurs et diffuseurs d'informations statistiques de doter le Québec d'un système statistique fiable et utile aux décideurs et au public en général. La BDSO s'avère utile à la réflexion pour la prise de décision, malgré le fait que certaines informations statistiques doivent encore y être intégrées. Des ressources continueront d'être investies pour l'intégration et la diffusion des données, de même que pour l'amélioration et la visibilité accordée à cette banque de données unique.

**Objectif : Agir à titre de coordonnateur auprès des ministères et organismes gouvernementaux pour maximiser la complémentarité et le partage d'expertise en matière de statistique**

**Indicateur : État d'avancement du cadre d'intégration de la statistique au Québec**

| Cible | Résultats |
|---|---|
| D'ici 2006, avoir amorcé, de concert avec les ministères et organismes gouvernementaux, détenteurs et producteurs de statistiques, l'élaboration d'un cadre d'intégration de la statistique au Québec. | Après avoir étudié diverses possibilités, et pour faire suite à la revue de systèmes statistiques d'ici et d'ailleurs, l'Institut réévalue actuellement sa position quant à l'élaboration du cadre d'intégration. En effet, le besoin d'innover en matière de système statistique offre des perspectives d'avenir pour le Québec; c'est la raison pour laquelle l'Institut a décidé de l'inclure à son *Plan stratégique 2009-2014*. |

*Conclusion sur l'objectif stratégique :*

Au cours des quatre dernières années, l'Institut aura rencontré à maintes reprises les producteurs et diffuseurs d'information statistique au sein de l'appareil gouvernemental québécois. Ces rencontres auront permis d'échanger avec eux sur les avantages d'actions cohérentes et concertées et d'assurer une meilleure couverture des statistiques officielles sur le Québec. On peut donc conclure que l'objectif a été atteint.

## Enjeu 3 L'Institut de la statistique du Québec adhère à la modernisation de la gestion publique, en révisant son cadre de gestion des ressources et en l'adaptant au contexte où près du tiers de son budget provient de revenus autonomes

**Orientation 6 : Maximiser l'utilisation des ressources de l'Institut en maintenant un juste équilibre entre les activités et les capacités organisationnelles**

**Objectif : Mettre en place la planification de la main-d'œuvre dans un contexte de gestion prévisionnelle**

Toutes les cibles liées à cet objectif ont été atteintes au cours des années antérieures. Ainsi, à titre d'exemples :

- dans un contexte de rareté des ressources, l'Institut s'est donné les moyens pour assurer la relève. Un plan de gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre a été élaboré, incluant l'identification des emplois vulnérables. Chaque direction a établi un plan d'action afin d'optimiser l'utilisation des ressources humaines, particulièrement en matière de gestion des connaissances, de rétention et de redéploiement interne des employés. La mobilité interne a été favorisée par l'affichage d'offres d'affectation;
- des activités de reconnaissance ont été effectuées au cours des dernières années. Notamment, l'évaluation du rendement permet de reconnaître l'apport des employés et d'identifier leurs besoins de développement;
- afin de mieux établir les horaires de travail des interviewers lors d'enquêtes auprès d'individus et de ménages, l'organisation du travail a été révisée au plan des opérations et des stratégies de collecte;
- deux sondages sur la santé mentale des employés ont été menés et une programmation annuelle d'activités est désormais en place;
- un sondage sur le climat organisationnel a été effectué à l'automne 2007 et les résultats ont mené à l'élaboration d'un plan d'action par direction.

De plus, en 2008-2009, la mise en place d'une nouvelle structure administrative et des comités de gouvernance assure une meilleure relève de gestion. On peut donc conclure que l'Institut a su diminuer sa vulnérabilité par rapport aux défis de disponibilité de main-d'œuvre.

**Objectif : Poursuivre la mise en place d'une administration soutenue sur le plan électronique en continuant de faire évoluer les technologies de l'information**

**Indicateur : Niveau d'adaptation des modes de collecte**

| Cible | Résultats |
|---|---|
| D'ici 2008, avoir assuré l'évolution d'une gestion multimodale des activités de collecte, en intégrant au mieux le mode électronique. | L'Institut s'assure constamment d'optimiser les relations avec les répondants à ses enquêtes. La recherche d'alternatives en matière d'activités de collecte est privilégiée, dans un souci de simplifier et de faciliter la transmission d'informations essentielles aux activités de l'organisation.<br><br>L'Institut recueille donc désormais les données en multimodes adaptés aux différents besoins des répondants. Depuis déjà quatre ans, le mode électronique, combiné à d'autres modes de collecte, est utilisé pour le programme des enquêtes minières (18 opérations de collecte et transfert des statistiques à Ressources naturelles Canada). Au 31 mars 2009, 10 autres enquêtes utilisaient le site sécurisé de transfert électronique, soit deux de plus que l'année dernière. |

À la lumière des résultats obtenus, on peut conclure que la cible a été atteinte. Néanmoins, l'Institut poursuivra l'évolution de la gestion multimodale des activités de collecte, considérant les données obtenues des citoyens et des entreprises comme éléments névralgiques de ses activités.

**Indicateur : Plan d'investissement en technologies de l'information**

| Cible | Résultats |
|---|---|
| D'ici 2006, avoir dressé un portrait global des technologies et un plan d'investissement sur trois ans, en garantissant notamment la réutilisation des acquis technologiques. | Durant la dernière année, des efforts ont été consacrés pour finaliser le portrait global des technologies de l'information. Toutefois, cette cible n'a pu être atteinte. En outre, le plan d'investissement triennal découle de ce portrait global. Les travaux relatifs à l'atteinte de cette cible se poursuivront donc dans les prochaines années, et ce, en continuant de faire évoluer les technologies de l'information et en tenant compte de la réutilisation des acquis technologiques. |

*Conclusion sur l'objectif stratégique :*

Les résultats obtenus depuis 2005 permettent de conclure positivement sur certaines des cibles visées, telles que l'évaluation de la satisfaction des utilisateurs du site Web de l'Institut ou la modernisation des outils de collecte. Les travaux se poursuivront dans les années à venir quant au plan triennal des infrastructures technologiques, tout en continuant de faire évoluer les technologies de l'information et en garantissant la réutilisation des acquis technologiques. Notons également que depuis septembre 2008, l'Institut est un membre actif de l'approche de coopération en réseau interministériel (ACRI) pour le partage de l'information géographique. Plus de 22 ministères et organismes producteurs, utilisateurs ou diffuseurs d'information géographique participent aux travaux de l'ACRI, qui vise à produire des produits géographiques de meilleure qualité, à profiter d'outils et de services existants ou à établir des partenariats pour en offrir de nouveaux. Ultimement, en plus d'amener une plus grande efficacité et une meilleure capacité de rendement au sein de l'appareil gouvernemental, ce réseau interministériel permettra de donner accès aux citoyens et aux entreprises à de l'information géographique répondant mieux à leurs besoins.

**Objectif : Continuer d'assurer la disponibilité, l'intégrité, la confidentialité, la sécurité et la protection des informations détenues par l'Institut**

**Indicateur : Degré de conformité avec les exigences de sécurité**

| Cible | Résultats |
|---|---|
| D'ici 2008, avoir entrepris l'élaboration d'un plan permettant à l'Institut de reprendre ses activités après un sinistre, à partir de l'un ou l'autre de ses bureaux (Québec ou Montréal). | Le plan est en cours de réalisation. La première phase liée à la relève informatique en cas de sinistre a été enclenchée. De plus, un portrait des risques informationnels a été établi et servira à prioriser les actions devant être prises. Les travaux se poursuivront au cours des prochaines années. |

*Conclusion sur l'objectif stratégique :*

La finalisation du plan de continuité des services se poursuivra parallèlement à l'application des mesures déjà en place qui assurent la relève des opérations de l'Institut en cas de sinistre, autant à Montréal qu'à Québec, telles que les copies de sécurité des données, les politiques, règles et normes en termes de confidentialité, de sécurité et de protection des renseignements personnels des informations, des actifs informationnels et de l'accès aux locaux.

**Objectif : Maintenir un certain équilibre entre la subvention et les revenus autonomes**

**Indicateur : Pourcentage d'augmentation du budget de l'Institut par rapport à l'augmentation des revenus autonomes**

| Cible | Résultats |
|---|---|
| D'ici 2008, avoir augmenté la subvention par du financement obtenu des partenaires gouvernementaux en proportion de leurs nouveaux besoins statistiques récurrents. | En 2005, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune avait transféré sept équivalents temps complet (ETC) pour que l'Institut effectue les enquêtes minières. Dès lors, d'autres alternatives ont été privilégiées, soit la négociation de contrats à long terme avec différents ministères et organismes. Au 31 mars 2009, 27 ententes de plus d'un an ont cours avec ces derniers, ce qui permet une meilleure planification pluriannuelle des activités de l'Institut.<br><br>Au cours des prochaines années, le transfert permanent de fonds sera réévalué à la lumière des pourparlers avec différents partenaires. |

*Conclusion sur l'objectif stratégique :*

L'équilibre entre la subvention et les revenus autonomes de l'Institut a été assuré, si l'on prend en compte l'émergence de nouveaux besoins en matière d'information statistique. En effet, la hausse des demandes de partenariats de la part de différents ministères et organismes fait en sorte que les revenus autonomes de l'Institut augmentent au fil des ans, sans mettre en péril la neutralité de l'agence statistique.

**Objectif : Systématiser la révision des processus et poursuivre l'élaboration des outils et des approches permettant un meilleur encadrement des projets**

*Conclusion sur l'objectif stratégique :*

Cet objectif est réalisé, toutes les cibles visées s'y rapportant ayant été atteintes au cours des années antérieures. Ainsi, trois processus ont été révisés, une évaluation de programme a été effectuée pour deux projets statistiques importants, les chargés de projet de même que les gestionnaires de l'Institut ont accès, sur base régulière, à des rapports informatisés sur l'avancement des dépenses dans leurs projets, et des séances de formation ont été données sur différents aspects de la gestion de projet.

# Utilisation des ressources

## Ressources financières

L'Institut dispose de deux sources de financement : une subvention annuelle (14,3 M$ en 2008-2009) pour répondre aux obligations légales et institutionnelles, et des revenus autonomes (14,4 M$ en 2008-2009) générés par des travaux statistiques particuliers pour des ministères et des organismes gouvernementaux ou d'autres organisations des secteurs parapublic et privé.

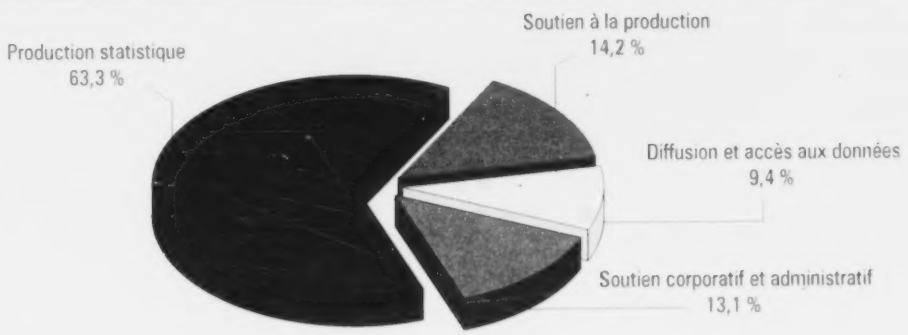
Conformément à ses orientations stratégiques, l'Institut a su augmenter le nombre de ses partenariats d'affaires, ce qui lui a permis d'accroître ses revenus totaux de 68,8 % depuis sa première année d'activité. Plus particulièrement, depuis l'exercice 1999-2000, les revenus autonomes ont presque triplé. La part relative de ces revenus dans les revenus totaux de l'Institut a donc augmenté de façon significative, passant de 30,6 % en 1999-2000 à 50,2 % en 2008-2009.

Tableau de l'évolution des ressources financières

| Année budgétaire | Subvention | Revenus autonomes | Revenus totaux | Proportion des revenus autonomes |
|---|---|---|---|---|
| | M$ | | | % |
| 2008-2009 | 14,3 | 14,4 | 28,7 | 50,2 |
| 2007-2008 | 14,3 | 12,0 | 26,3 | 45,6 |
| 2006-2007 | 14,4 | 10,1 | 24,5 | 41,2 |
| 2005-2006 | 13,6 | 10,1 | 23,7 | 42,6 |
| 2004-2005 | 15,5 | 7,7 | 23,2 | 33,2 |
| 2003-2004 | 16,5 | 6,6 | 23,1 | 28,6 |
| 2002-2003 | 16,0 | 7,8 | 23,8 | 32,8 |
| 2001-2002 | 14,3 | 6,3 | 20,6 | 30,6 |
| 2000-2001 | 13,8 | 5,4 | 19,2 | 28,1 |
| 1999-2000 | 11,8 | 5,2 | 17,0 | 30,6 |

En 2008-2009, ainsi que le démontre le graphique suivant, les ressources financières ont été consacrées en priorité à la réalisation de la mission de l'Institut. De fait, les dépenses liées à la production statistique (63,3 %), à la diffusion des données et à l'accès aux données (9,4 %) ainsi qu'au soutien direct à la production statistique (14,2 %) représentent 86,9 % de l'utilisation totale de ces ressources. Les dépenses dites corporatives et celles liées au soutien administratif ne représentent que 13,1 % des ressources.

Utilisation des ressources financières 2008-2009



## Ressources humaines

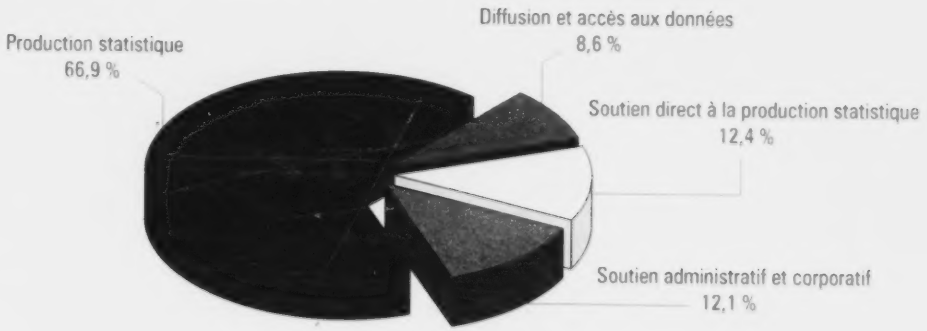
Au 31 mars 2009, l'Institut comptait 366 employés, correspondant à 315 équivalents temps complet (ETC) totaux utilisés (172 ETC réguliers et 143 ETC occasionnels). L'augmentation de l'utilisation des ETC totaux s'explique par les nouveaux partenariats et par l'ajout de mandats depuis la création de l'Institut en 1999. Comme le démontre le tableau suivant, la proportion des ETC réguliers utilisés par rapport aux ETC totaux utilisés est passée de 79,0 % à 54,6 %.

Tableau de l'évolution des ressources humaines

| Année budgétaire | ETC réguliers autorisés | ETC réguliers utilisés | ETC totaux autorisés | ETC totaux utilisés | ETC réguliers utilisés / ETC totaux utilisés |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | % |
| 2008-2009 | 192 | 172 | 232 | 315 | 54,6 |
| 2007-2008 | 199 | 180 | 240 | 297 | 60,6 |
| 2006-2007 | 201 | 186 | 242 | 297 | 62,6 |
| 2005-2006 | 196 | 180 | 237 | 279 | 64,5 |
| 2004-2005 | 198 | 185 | 239 | 277 | 66,8 |
| 2003-2004 | 196 | 182 | 237 | 272 | 66,9 |
| 2002-2003 | 194 | 189 | 235 | 268 | 70,5 |
| 2001-2002 | 193 | 184 | 234 | 276 | 66,7 |
| 2000-2001 | 193 | 174 | 234 | 253 | 68,8 |
| 1999-2000 | 186 | 177 | 230 | 224 | 79,0 |

En 2008-2009, les jours-personnes utilisés par l'Institut se répartissent comme suit (voir le graphique ci-après) : 66,9 % pour la production statistique, 8,6 % pour la diffusion des données et l'accès aux données, 12,4 % pour le soutien direct à la production statistique et 12,1 % pour le soutien administratif et corporatif. On constate que la grande majorité des ressources humaines (87,9 %) sont liées à la raison d'être de l'Institut, soit de produire et de rendre accessibles des données statistiques de qualité sur le Québec.

Utilisation des ressources humaines (en jours-personne) 2008-2009



En tant qu'organisation de haut savoir, l'Institut considère important d'investir dans la formation et le développement de ses ressources humaines. En 2008-2009, 413 activités de formation et de développement ont eu lieu, pour un total de 7 961 heures (coût total de 526 198 $), ce qui représente un investissement de 3,6 jours de formation par ETC (voir le tableau ci-après). La proportion de la masse salariale de l'Institut consacrée à la formation atteint 2,7 % (2,5 % en 2007-2008). Cette proportion dépasse l'exigence de la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre* (L.R.Q., c. D-7.1), qui est de 1 %.

| | Investissement en formation et développement | | |
|---|---|---|---|
| Année financière | Nombre d'activités | En heures | En dollars |
| 2008-2009 | 413 | 7 961 | 526 198 |
| 2007-2008 | 342 | 6 937 | 423 841 |
| 2006-2007 | 356 | 8 838 | 502 041 |
| 2005-2006 | 330 | 7 408 | 447 950 |

## Taux de roulement du personnel régulier

Le taux de roulement correspond au nombre de personnes qui ont quitté un poste régulier au cours de l'année, soit par mutation ou par démission, divisé par le nombre moyen d'employés par année concernée.

| Année financière[1] | Permanent |
|---|---|
| 2008-2009 | 4,15 % |
| 2007-2008 | 9,69 % |

1. La méthode de calcul ayant été modifiée, ces données ne sont disponibles que pour les années 2007-2008 et 2008-2009.

## Taux d'absentéisme

Le taux d'absentéisme correspond au nombre de jours d'absence des employés réguliers et occasionnels d'un an ou plus pour raison de maladie divisé par le nombre de jours de travail du personnel en emploi.

| Période couverte | |
|---|---|
| 2008-2009[1] | 3,95 % |
| 2007[2] | 3,52 % |
| 2006[2] | 3,87 % |
| 2005[2] | 3,86 % |

1. Données provisoires compilées par l'Institut pour l'année financière 2008-2009; ces données seront ajustées à l'année civile avec la publication du rapport du Secrétariat du Conseil du trésor.
2. Données officielles compilées par année civile par le Secrétariat du Conseil du trésor, document Suivi de gestion 2007.

## Prévision de départs à la retraite (en nombre et en pourcentage des employés réguliers)

| Année financière | En nombre d'employés visés | Pourcentage des employés visés |
|---|---|---|
| 2009-2010 | 12 | 6 % |

## Ressources informationnelles

Les technologies de l'information (TI) constituent un levier important pour transformer efficacement la prestation de services, améliorer la productivité et faciliter la production d'indicateurs de gestion. Elles contribuent à la réalisation du plan stratégique de l'Institut, notamment en regard de la mise en place d'une administration soutenue sur le plan électronique.

Le parc bureautique, au 31 mars 2009, est composé de 454 micro-ordinateurs, de 53 imprimantes et d'autres équipements. En cours d'année, différentes améliorations ont été apportées au système d'exploitation des postes de travail et des photocopieuses et certains équipements désuets ont été remplacés par des équipements multifonctions. Les travaux de réalisation ont aussi été amorcés afin de mettre en œuvre ces changements qui se finaliseront durant la prochaine année financière.

Les infrastructures technologiques doivent aussi être revues pour permettre à l'Institut d'offrir une prestation de services efficace à sa clientèle. Les travaux ont débuté au cours de l'année financière 2008-2009 et se poursuivront dans la prochaine année. Ces travaux ont trait au système d'exploitation des serveurs Novell et à l'agrandissement et à la modernisation du Centre de traitement afin d'y ajouter notamment un commutateur intelligent permettant le branchement de nouveaux postes de travail et autres équipements.

L'Institut prévoit la modernisation des processus et des outils de collecte en vue d'introduire la gestion multimodale des enquêtes pour notamment alléger le fardeau des répondants. Une analyse de la situation actuelle a été entreprise afin de mieux cibler les besoins et les outils soutenant ces processus.

Durant l'année 2008-2009, la rédaction du cadre de gestion des technologies de l'information a débuté. Ce document de référence a pour objectif de fournir à l'Institut une vision stratégique commune du mode de fonctionnement de la gestion des technologies de l'information et d'en définir les balises. Il s'appuie sur les orientations gouvernementales ainsi que sur les directives propres à l'Institut. Il présente les aspects relatifs à la gouvernance des TI au sein de l'Institut, la clientèle et les services offerts en ressources informationnelles tout comme les principes et les orientations soutenant la gestion des TI.

Les principaux enjeux dont doit tenir compte la gouvernance des TI sont :

- une obligation légale de respecter la confidentialité des données recueillies ou détenues par l'Institut notamment en vertu de la Loi sur l'Institut et également en vertu d'accords de partage de données avec d'autres organismes;
- un contexte d'affaires où les projets liés aux revenus autonomes entraînent une contribution majeure des technologies de l'information.

Les dépenses en technologies de l'information, après deux années de stabilité, ont enregistré une baisse pour l'année 2008-2009. Celles-ci sont présentées au tableau ci-après.

| | 2008-2009 | 2007-2008 | 2006-2007 |
|---|---|---|---|
| | | M$ | |
| Évolution des applications incluant celles concernant le gouvernement en ligne | 1,2 | 1,6 | 1,5 |
| Gestion et évolution des technologies et infrastructures incluant la sécurité | 1,9 | 1,7 | 1,8 |
| **Total** | **3,1** | **3,3** | **3,3** |

La Direction de l'intégration de l'information et des technologies assure l'entretien et l'évolution de plus de 80 applications informatiques qui soutiennent les trois grands processus d'affaires de l'Institut : la collecte de données, l'exploitation de même que l'accès aux données et la diffusion des données. La direction a également contribué à l'élaboration de la stratégie de collecte et de transfert de données pour une importante enquête qui introduira l'utilisation de nouvelles technologies en mode Web au cours du prochain exercice. Des fonctions avancées ont été ajoutées à la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec et d'autres améliorations importantes sont en élaboration.

## La sécurité de l'information

Les infrastructures technologiques de l'Institut offrent un environnement contribuant à l'utilisation d'actifs informationnels de façon hautement sécuritaire. En ce sens, en 2008-2009, la politique de sécurité de l'information a été revue et approuvée en accord avec la nouvelle directive du Conseil du trésor. De plus, l'Institut a mis en place des environnements technologiques pour se conformer aux exigences de sécurité des ententes conclues avec différents partenaires externes comme Statistique Canada.

# Troisième partie

# Exigences législatives et gouvernementales

# Protection des renseignements confidentiels[5]

Pour un organisme statistique comme l'Institut, la protection des renseignements confidentiels, dont ceux qui sont personnels, est primordiale. D'ailleurs, l'article 25 de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* (L.R.Q., c. I-13.011) reflète bien cette obligation. Il y est mentionné qu'aucun renseignement obtenu en vertu de cette loi ne peut être révélé si ce dévoilement permet de rattacher un renseignement à une personne, à une entreprise, à un organisme ou à une association en particulier, à moins que la personne ou l'entité concernée n'ait donné son consentement.

La loi constitutive de l'Institut crée donc une obligation de confidentialité, et des dispositions pénales en cas d'infraction y sont prévues. Pour bien marquer l'importance de cette obligation, toute personne au service de l'Institut signe un engagement à la confidentialité.

Au-delà de l'exigence légale, le respect de la protection des renseignements personnels procure à l'Institut la crédibilité et la notoriété qui reposent sur la confiance que lui manifestent sa clientèle, ses partenaires, ses répondants et le grand public. C'est pourquoi plusieurs politiques internes et différentes mesures de sécurité sont instaurées et mises à jour fréquemment. En 2008-2009, une nouvelle politique sur la sécurité de l'information a été adoptée conformément aux exigences gouvernementales (*Directive sur la sécurité de l'information gouvernementale*).

De plus, en avril 2008, le Comité sur la protection des renseignements personnels et des autres renseignements confidentiels a été fusionné avec le Comité sur la qualité afin de créer un nouveau Comité sur la confidentialité et la qualité conforme au *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* et à la *Directive sur la sécurité de l'information gouvernementale*. Le comité a pour mandat d'assurer la concertation en regard de la sécurité de l'information, de l'accès à l'information et de la protection des renseignements confidentiels. Six réunions ont eu lieu en 2008-2009, au cours desquelles divers sujets ont été traités, tels les mesures d'implantation du nouveau Règlement sur la diffusion de l'information et l'examen de la nouvelle politique sur la sécurité de l'information.

## Accès aux documents

Trois demandes en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1) ont été adressées à l'Institut en 2008-2009 :

- secteur d'appartenance des demandeurs : un journaliste de l'Ontario (deux demandes) et un service de recherche (une demande);
- nature des demandes : documents relatifs à des données administratives ou des renseignements personnels;
- nature des refus : aucune demande n'a été refusée;
- délai de traitement moyen : 17 jours.

5 Cette reddition de comptes est effectuée en vertu du Plan d'action pour la protection des renseignements personnels, adopté en 1999 par le Conseil des ministres.

# Développement durable[6]

Dans le cadre de sa mission, et ce, depuis 2006, l'Institut « doit entre autres recueillir, produire et diffuser les informations statistiques requises pour aider à l'élaboration et au suivi de la stratégie de développement durable du gouvernement, dont celles requises pour les indicateurs de développement durable, ainsi que celles nécessaires à la réalisation des rapports prévus par la *Loi sur le développement durable* ». Pour ce faire, l'Institut travaille en étroite collaboration avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) et il est un membre actif du Comité interministériel du développement durable (CIDD) ainsi que du Groupe de travail interministériel sur le développement durable.

En 2008-2009, l'Institut s'est doté d'un plan d'action de développement durable. Depuis le 31 mars 2009, ce plan est disponible sur le site Web de l'Institut.

## Activités réalisées au cours de l'exercice

**Objectif gouvernemental 1 : Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et des savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre.**

**Objectif organisationnel 1 : Poursuivre la promotion du concept et des principes de développement durable.**

| Action | Gestes | Suivis | |
|---|---|---|---|
| Mettre en œuvre des activités contribuant à la réalisation du *Plan gouvernemental de sensibilisation et de formation à la démarche de développement durable* du personnel. | Diffuser des capsules dans l'intranet. | Au cours de l'année, plus de 40 capsules ont été diffusées via l'intranet de l'Institut. Parmi celles-ci, 24 concernaient la démarche, le concept, les principes ou le plan d'action de développement durable. | Débuté |
| | Participer à des conférences, colloques, séminaires. | La participation de neuf employés de l'Institut à sept conférences ou colloques traitant du développement durable leur a permis d'acquérir une connaissance plus approfondie du concept, des principes, etc. liés au développement durable. | Débuté |
| | Participer aux activités réalisées par le Bureau de coordination du développement durable (BCDD) du MDDEP. | Quatre formations ont été suivies par cinq employés. | Débuté |

6. L'article 17 de la *Loi sur le développement durable* (L.R.Q. c. D-8.1.1) précise que chaque ministère, organisme et entreprise compris dans l'Administration, assujetti à l'application de l'article 15, fait état de ses activités en développement durable sous une rubrique spéciale dans son rapport annuel.

| | | |
|---|---|---|
| Réaliser des séances de sensibilisation/formation au comité de développement durable de l'organisation et aux personnes contribuant à l'élaboration du plan d'action de développement durable. | Deux séances sur le concept, les principes, la démarche de développement durable au Québec ont été données à 15 employés, dont neuf membres du comité de travail du plan d'action de développement durable. | Débuté |

*Cibles et indicateurs*

- Taux d'employés rejoints par les activités de sensibilisation au développement durable
  - D'ici 2011, 100 % du personnel

  Taux d'employés rejoints par les activités de formation au développement durable
  - D'ici 2013, 50 % du personnel

*Résultats de l'année*

La mesure du taux de sensibilisation s'amorcera au cours de l'année 2009-2010 à la suite de la validation, par le CIDD et par le BCDD, des activités de sensibilisation et de la mesure commune appropriée.

La mesure du taux de formation s'amorcera également au cours de l'année 2009-2010 à la suite de l'identification des catégories de personnel dont les fonctions sont pertinentes à de telles activités.

Les activités de sensibilisation et de formation, jusqu'à présent suivies, ont été restreintes aux personnes responsables du développement durable au sein de l'Institut.

**Objectif gouvernemental 1 : Mieux faire connaître le concept et les principes de développement durable et favoriser le partage des expériences et des compétences en cette matière et l'assimilation des savoirs et des savoir-faire qui en facilitent la mise en œuvre.**

**Objectif organisationnel 2 : Faciliter la compréhension des statistiques officielles sur le développement durable.**

| Action | Gestes | Suivis | |
|---|---|---|---|
| Développer des outils pour contribuer à une meilleure connaissance des statistiques officielles de développement durable. | Créer les sections Web dédiées au développement durable. | La section dédiée au développement durable sur le site Web de l'Institut est en développement. | Débuté |

*Cibles et indicateurs*

Nature et type des outils
- Outils mis en place

Nombre de consultations des sections dédiées au développement durable sur le site Web
- Hausse de 5 % par année

*Résultats de l'année*

Les sections dédiées au développement durable sur le site Web sont en cours de réalisation.

**Objectif gouvernemental 2 : Dresser et actualiser le portrait du développement durable au Québec.**

**Objectif organisationnel 3 : Contribuer à la disponibilité de l'information statistique en lien avec le développement durable au Québec.**

| Action | Gestes | Suivis | |
|---|---|---|---|
| Évaluer tout nouveau projet de production d'information statistique au regard des principes de développement durable. | Inclure le critère des principes de développement durable dans la gestion de projet. | Les grilles d'analyse des projets sont en réévaluation pour inclure, entre autres, le développement durable aux critères de choix. | Débuté |

*Cibles et indicateurs*

Pourcentage des nouveaux projets évalués au regard des principes de développement durable
- D'ici 2012, 100 % des nouveaux projets

*Résultats de l'année*

Aucune mesure n'a été effectuée pour l'année 2008-2009.

| Action | Gestes | Suivis | |
|---|---|---|---|
| Augmenter la production d'information statistique incluant les dimensions du développement durable au Québec. | Réaliser des partenariats avec les ministères et organismes pour la production de nouvelles informations statistiques dans le domaine du développement durable. | Un projet de partenariat avec Recyc-Québec est en cours pour la mise en place en 2009 de comptes des matières résiduelles. De plus, une visite aux bureaux de la Division des comptes et de la statistique de l'environnement de Statistique Canada à Ottawa, effectuée en août 2008, a permis de connaître l'état des travaux et l'avancement de la recherche ainsi que d'établir des contacts avec l'équipe de Statistique Canada. | Débuté |
| | Identifier tout nouveau projet de production d'information statistique où il serait pertinent d'inclure le développement durable. | Des travaux de recherche réalisés au cours de l'été 2008 ont fourni l'information statistique pour la mesure d'un indice de progrès véritable pour le Québec. | Débuté |

*Cibles et indicateurs*

Pourcentage des publications incluant les dimensions du développement durable au Québec

- Hausse de 5 % par année

*Résultats de l'année*

L'adoption du plan d'action en mars 2009 n'a pas permis l'atteinte de cette cible pour 2008-2009.

**Objectif gouvernemental 4 : Poursuivre le développement et la promotion d'une culture de la prévention et établir des conditions favorables à la santé, à la sécurité et à l'environnement.**

**Objectif organisationnel 4 : Favoriser la prévention et l'amélioration de la qualité de vie au travail.**

| Action | Gestes | Suivis |
|---|---|---|
| Consolider les moyens assurant la prévention et permettant l'amélioration de la qualité de vie au travail. | Réaliser et actualiser le programme santé annuellement. | En 2008-2009, six activités ont été réalisées dans le but d'améliorer la qualité de vie au travail des employés de l'Institut telles que des conférences, l'accès à la luminothérapie, des concours pour favoriser la santé comme le concours de marche. Le taux de participation à ces activités varie de 5 % à 25 % des employés selon l'activité. De plus, l'Institut a offert aux employés de Québec la possibilité de s'inscrire à des activités sportives du centre de conditionnement physique présent dans le bâtiment. 95 employés se sont ainsi inscrits aux activités proposées aux sessions d'automne et d'hiver. |
| | Réaliser des évaluations et des adaptations ergonomiques de postes de travail. | Une sensibilisation à l'auto-évaluation ergonomique des postes de travail est réalisée auprès de chaque nouvel employé à l'Institut. Une évaluation personnalisée peut également être réalisée au besoin. De plus, 100 % des personnes (14 employés) ayant fait la demande d'une évaluation à la suite d'un malaise ou d'une recommandation médicale ont reçu une telle évaluation. |
| | Créer un lieu d'échange pour les employés sur la qualité de vie au travail. | La première rencontre est prévue pour le mois de mai 2009. |

*Cibles et indicateurs*

Nature et type de moyens de prévention et d'amélioration de la qualité de vie au travail

- Moyens de prévention et d'amélioration mis en place

*Résultats de l'année*

Les moyens de prévention et d'amélioration mis en place sont détaillés dans le suivi des gestes posés. De plus, les résultats d'un sondage sur le climat organisationnel effectué en octobre 2007 révèlent que 91 % des employés ont répondu être totalement d'accord ou plutôt d'accord à l'affirmation suivante : « Dans l'ensemble, je suis satisfait du climat de travail à l'Institut. »

**Objectif gouvernemental 6 : Appliquer des mesures de gestion environnementale et une politique d'acquisitions écoresponsables au sein des ministères et des organismes gouvernementaux.**

**Objectif organisationnel 5 : Encourager les initiatives de production et de consommation écoresponsables.**

| Action | Gestes | Suivis |
|---|---|---|
| Mettre en œuvre des pratiques et des activités contribuant aux dispositions de la *Politique pour un gouvernement écoresponsable.* | Systématiser l'impression recto verso automatisée. | L'impression recto verso par défaut a été implantée au sein de l'Institut au cours de l'année. |
| | Sensibiliser les employés (réduction des gaz à effet de serre, réduction à la source, réemploi, consommation d'énergie, recyclage, etc.). | La sensibilisation a, dans un premier temps, pris la forme de messages dans l'intranet. Au cours de l'année, 22 capsules ont été diffusées concernant, par exemple, la réduction à la source, le réemploi. |
| | Participer à des activités de formation sur les acquisitions écoresponsables. | Le responsable des achats à l'Institut a suivi une formation en matière de processus d'acquisitions écoresponsables dans le cadre d'activités du Forum des gestionnaires en ressources matérielles. |
| | Mettre en place une gestion intégrée des documents. | Une firme a été engagée afin de soumettre un plan de gestion documentaire. Le plan de mise en place et un échéancier ont été fournis. Un comité de validation a été mis en place afin d'adapter, à la réalité de l'Institut, le plan de base soumis par la firme. |
| | Faire l'acquisition de technologies environnementales. | L'Institut a fait l'acquisition de plusieurs imprimantes multifonctions, deux d'entre elles sont installées depuis janvier 2009. |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Réaliser des achats écoresponsables. | Trois cartouches d'imprimante recyclées ont été installées en mars 2009.<br><br>40 caisses de papier post-consommation format 8 x 11 et 25 de format 8 x 14 (5 000 feuilles par caisse) – soit au total 325 000 feuilles ont été achetées.<br><br>211 paravents ont été remis à neuf par l'Établissement de détention de Québec. | Débuté |
| | Recycler les matières résiduelles générées. | Les déchets électroniques tels que les disquettes, CD-Rom, etc. sont recyclés.<br><br>L'Institut participe au programme VISEZ juste! implanté dans les bureaux de Québec depuis février 2007.<br><br>50 kilos de piles ont été amassés afin de les recycler. | Débuté |

*Cibles et indicateurs*

Nature et type des pratiques et des activités
- Pratiques et activités mises en œuvre

*Résultats de l'année*

Les pratiques et activités mises en œuvre sont détaillées dans les commentaires de suivi des gestes.

| Action | Gestes | Suivis | |
|---|---|---|---|
| Minimiser l'utilisation du papier dans les stratégies et les opérations de collecte de données tout en assurant l'atteinte des taux de réponse prévus dans les enquêtes. | Évaluer les modes de collecte actuels et futurs. | | Débuté |
| | Réaliser un plan d'action d'intégration des modes de collecte. | | Débuté |
| | Définir une stratégaie pour la diversification des modes de collecte, notamment par le Web. | | Débuté |

*Cibles et indicateurs*

Ratio du nombre de feuilles de papier transmises par rapport au nombre d'entreprises à rejoindre
- D'ici 2013, réduire de 25 %

*Résultats de l'année*

Année 0 : 5,6 feuilles par entreprise.

| Action | Gestes | Suivis | |
|---|---|---|---|
| Privilégier la diffusion électronique des statistiques officielles. | Faire le bilan de l'utilisation des publications papier. | Un bilan est en cours de réalisation. | Débuté |
| | Sélectionner les publications qui ne nécessitent pas d'impression papier pour les diffuser uniquement de façon électronique. | Deux publications ont été sélectionnées. | Débuté |
| | Réduire l'impression des publications sélectionnées. | La publication *Comptes économiques des revenus et dépenses, édition 2008* a été imprimée à 80 copies au lieu de 225. De plus, le *Stat-Express* est un hebdomadaire imprimé à minimum 180 copies. Cette publication a été sélectionnée afin de n'être diffusée qu'électroniquement à partir de l'année prochaine. | Débuté |

*Cibles et indicateurs*

Pourcentage de réduction des publications papier
- D'ici 2013, réduire de 40 %

*Résultats de l'année*

Le bilan des publications est en cours de réalisation.

# Programme d'accès à l'égalité[7]

## Données globales

### Embauche totale au cours de la période 2008-2009

| | Réguliers[8] | Occasionnels[9] | Étudiants | Stagiaires |
|---|---|---|---|---|
| Nombre total de personnes embauchées | 20 | 69 | 12 | 9 |
| Embauche d'interviewers (0 à 35 heures) | | 54 | | |

### Nombre d'employés réguliers en place au 31 mars 2009

| | |
|---|---|
| Effectif total (personnes) | 199 |

## Membres de communautés culturelles, anglophones, autochtones et personnes handicapées

### Taux d'embauche des groupes cibles 2008-2009

| Statut d'emploi | Embauche totale 2008-2009 | Nombre d'embauches de membres de groupes cibles 2008-2009 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Communautés culturelles | Anglophones | Autochtones | Personnes handicapées | Total | Taux d'embauche par statut d'emploi[10] |
| Réguliers | 20 | 3 | --- | --- | 1 | 4 | 20 % |
| Occasionnels | 69* | 3 | 1 | --- | 1 | 5 | 7 % |
| Étudiants | 12 | 1 | --- | --- | --- | 1 | 8 % |
| Stagiaires | 9 | 1 | --- | --- | --- | 1 | 11 % |

* N'inclut pas les interviewers.

### Taux d'embauche global des membres des groupes cibles par statut d'emploi : résultats comparatifs

Taux d'embauche global, en pourcentage, des membres des communautés culturelles, des anglophones, des autochtones et des personnes handicapées

| | Réguliers | Occasionnels* | Étudiants | Stagiaires |
|---|---|---|---|---|
| 2006-2007 | 60 % | 10 % | 20 % | 100 % |
| 2007-2008 | 25 % | 16 % | 30 % | --- |
| 2008-2009 | 20 % | 7 % | 8 % | 11 % |

* N'inclut pas les interviewers.

7. En vertu de l'article 53.1 de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., c. F-3.1.1), le rapport annuel d'un ministère ou d'un organisme doit contenir, sous une rubrique particulière, un compte rendu des résultats obtenus par rapport aux objectifs d'un programme d'accès à l'égalité ou d'un plan d'embauche pour les personnes handicapées qui lui était applicable ainsi qu'aux objectifs d'embauche des diverses composantes de la société québécoise.

8. Les données sur l'embauche du personnel régulier n'incluent que les recrutements.

9. Les données sur l'embauche du personnel occasionnel n'incluent que les nouvelles entrées en fonction durant la période visée, ce qui exclut les employés occasionnels repérés sur les listes de rappel ainsi que les employés déjà en fonction et dont le contrat est renouvelé.

10. Le taux d'embauche par statut d'emploi est calculé selon le nombre total de personnes issues du groupe visé dans un statut donné, par rapport à l'embauche totale 2008-2009 dans le statut d'emploi.

**Taux de représentativité des membres des groupes cibles au sein de l'effectif régulier : résultats comparatifs au 31 mars de chaque année**

| Groupe cible | 2007 | | 2008 | | 2009 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible | Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total | Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible | Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total | Nombre d'employés réguliers dans le groupe cible | Taux de représentativité par rapport à l'effectif régulier total |
| Communautés culturelles | 9 | 4,4 % | 10 | 5,4 % | 15 | 7,5 % |
| Autochtones | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Anglophones | 3 | 1,5 % | 3 | 1,6 % | 3 | 1,5 % |
| Personnes handicapées | 1 | 0,5 % | 3 | 1,6 % | 3 | 1,5 % |

**Taux de représentativité des membres des groupes cibles au sein de l'effectif régulier : résultats par catégorie d'emplois au 31 mars 2009**

| Groupe cible | Personnel d'encadrement | | Personnel professionnel[11] | | Personnel technicien | | Personnel de bureau | | Personnel des agents de la paix | | Personnel ouvrier | | Total | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | n | % | n | % | n | % | n | % | n | % | n | % | n | % |
| Communautés culturelles | 1 | 7,1 | 14 | 11,4 | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | 15 | 7,5 |
| Autochtones | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Anglophones | --- | --- | 3 | 2,4 | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | 3 | 1,5 |
| Personnes handicapées | --- | --- | 3 | 2,4 | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | 3 | 1,5 |

## Femmes

**Taux d'embauche des femmes 2008-2009***

| | Réguliers | Occasionnels | Étudiants | Stagiaires | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de femmes embauchées | 12 | 50 | 8 | 5 | 75 |
| Pourcentage par rapport au nombre total d'embauches en 2008-2009 | 60,0 % | 72,5 % | 66,7 % | 55,6 % | 68,2 % |

* N'inclut pas les interviewers.

11. Y compris ingénieurs, avocats, notaires, conseillers en gestion des ressources humaines, enseignants, médecins et dentistes.

**Taux de représentativité des femmes dans l'effectif régulier au 31 mars 2009**

| | Personnel d'encadrement | Personnel professionnel[12] | Personnel technicien | Personnel de bureau | Personnel des agents de la paix | Personnel ouvrier | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre total d'employés réguliers | 14 | 123 | 28 | 34 | --- | --- | 199 |
| Nombre de femmes ayant le statut d'employé régulier | 7 | 64 | 21 | 24 | --- | --- | 116 |
| Taux de représentativité des femmes dans l'effectif régulier total de la catégorie (%) | 50,0 % | 52,0 % | 75,0 % | 70,6 % | --- | --- | 58,3 % |

## Mesures ou actions favorisant l'embauche, l'intégration et le maintien en emploi

**Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées (PDEIPH)**

| | 2008-2009 |
|---|---|
| Nombre de participants au PDEIPH accueillis au cours de l'année (cohorte de 2008) | --- |
| Nombre de projets soumis au Centre de services partagés du Québec dans le cadre du PDEIPH (en prévision des cohortes débutant en 2009) | --- |

**Autres mesures ou actions**

(ex. : projets mis en œuvre dans le cadre de la Mesure de soutien à l'intégration des membres de communautés culturelles, activités de formation de gestionnaires, activités de sensibilisation, etc.)

| Mesure ou action | 2008-2009 | |
|---|---|---|
| | Groupe(s) cible(s) visé(s) | Nombre de personnes visées |
| Plan de développement des ressources humaines | Tous | 23 |
| Programme d'accueil et d'intégration | Tous | 5 |

12. Voir la note 11.

## Résultats au regard de l'éthique et de la déontologie à l'Institut[13]

Le directeur général de l'Institut est tenu de respecter les dispositions prévues au *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics* à l'exception de l'article 34[14]. Aucun manquement en éthique n'a été constaté au cours de l'année 2008-2009.

## Autres considérations éthiques à l'Institut

Étant donné l'importance accordée à des pratiques conformes à l'éthique, l'Institut adhère notamment aux principes fondamentaux de la statistique officielle adoptés par la Commission économique pour l'Europe (organisme de l'Organisation des Nations Unies – ONU). Ainsi, l'Institut manifeste l'importance qu'il accorde à des fondements tels que l'impartialité, le professionnalisme, la transparence et le respect de la confidentialité.

De plus, une nouvelle répondante en éthique a été nommée en avril 2008. Afin de soutenir son intervention au sein de l'Institut, un conseiller en éthique a été engagé en juin 2008. Le conseiller a reçu la formation donnée par le Secrétariat du Conseil du trésor.

13. Cette reddition de compte est effectuée en vertu du dernier alinéa de l'article 3.0.2 de *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (L.R.Q., c. M-30).

14. L'article 34 du *Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics*, pris en application de l'article 3.0.2 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif*, prévoit que seuls les membres du conseil d'administration de chaque organisme et entreprise du gouvernement doivent se doter d'un code d'éthique et de déontologie des administrateurs publics. Ce code doit être rendu accessible au public et être publié en annexe du rapport annuel.

## Application de la politique linguistique[15]

La politique linguistique de l'Institut a été adoptée en 2004-2005 et est diffusée de façon permanente dans l'intranet afin de la faire connaître à l'ensemble des membres du personnel. Elle a valeur de directive interne et tous les membres du personnel doivent s'y conformer. Aucun manquement n'a été signalé au cours de l'année 2008-2009.

L'Institut a continué de procéder à la révision linguistique des documents destinés à une large diffusion, tels que les publications et les communiqués de presse grâce aux deux personnes qui assurent en tout temps l'assistance linguistique et terminologique auprès des employés de l'Institut. Des ouvrages de référence, imprimés et informatisés, ainsi qu'un document intitulé *Aide-mémoire pour la révision linguistique*, accessible dans l'intranet, sont également mis à la disposition du personnel qui a la responsabilité de contribuer à l'amélioration de la qualité de la langue à l'Institut.

En 2008-2009, 22 capsules de chroniques linguistiques ont été diffusées dans l'intranet. Par ailleurs, une section intitulée « Les mots pour le dire », qui traite d'un certain nombre de termes susceptibles de présenter quelques difficultés, est toujours mise à la disposition des employés. Des activités de sensibilisation des employés à l'importance de la qualité de la langue française sont ainsi menées régulièrement.

## Recommandations du Vérificateur général du Québec[16]

Des recommandations ont été formulées par le Vérificateur général en juin 2003 en ce qui a trait à la gestion de projet et à la gestion de la qualité au sein de l'Institut. Afin de bien répondre à ces recommandations, l'Institut avait prévu des axes d'intervention au regard de ces recommandations dans son *Plan stratégique 2002-2005*, ainsi que dans son *Plan stratégique 2005-2008*. Afin d'éviter les redites, les résultats atteints en 2008-2009 en ces domaines sont décrits à l'Enjeu 1, Orientation 2 et à l'Enjeu 3, Orientation 6 du présent rapport.

De façon continue, l'Institut s'assure de gérer ses projets statistiques avec un souci d'économie, d'efficience et d'efficacité et d'évaluer leur qualité. Depuis juin 2003, aucune nouvelle recommandation n'a été adressée à l'Institut.

15. En vertu de l'article 29 de la *Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'Administration*, les ministères et organismes font état de l'application de leur politique linguistique dans leur rapport d'activité annuel.

16. Conformément à la demande du premier ministre (lettre adressée au ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du trésor – 12 décembre 2002), par suite d'une recommandation formulée par la vérificatrice générale par intérim dans son Rapport à l'Assemblée nationale pour l'année 2001-2002 (tome II – décembre 2002), les ministères et organismes doivent, à compter de 2002-2003, faire état des actions entreprises pour répondre aux recommandations.

# Rapport du Vérificateur général et états financiers[17]

## Rapport de la direction

Les états financiers de l'Institut de la statistique du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Institut de la statistique du Québec reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de l'Institut, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Stéphane Mercier
Directeur général de l'Institut de la statistique du Québec

Québec, le 22 mai 2009

17. L'article 32 de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* prévoit que l'Institut doit produire au ministre, au plus tard le 30 juin de chaque année, ses états financiers ainsi qu'un rapport de ses activités pour l'année financière précédente.

## Rapport du vérificateur

**À l'Assemblée nationale**

J'ai vérifié le bilan de l'Institut de la statistique du Québec au 31 mars 2009 ainsi que l'état des résultats et de l'excédent cumulé et l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Renaud Lachance, CA auditeur

Renaud Lachance, CA auditeur

Québec, le 22 mai 2009

Institut de la statistique du Québec

## RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009

| | 2009 | 2008 |
|---|---|---|
| **Produits** | | |
| Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec | **14 322 500 $** | 14 322 500 $ |
| Services rendus | **14 135 724** | 11 695 830 |
| Autres produits | **280 211** | 298 547 |
| | **28 738 435** | 26 316 877 |
| **Charges** | | |
| Traitements et charges sociales | **20 227 181** | 19 064 646 |
| Honoraires professionnels | **1 010 981** | 1 179 795 |
| Loyers | **1 836 898** | 1 628 112 |
| Services et fournitures informatiques | **465 949** | 479 086 |
| Achats de données statistiques | **713 258** | 440 551 |
| Communications | **516 126** | 446 274 |
| Frais de déplacement et de séjour | **256 983** | 274 646 |
| Frais de bureau | **161 794** | 137 029 |
| Impression | **296 766** | 221 790 |
| Frais de formation | **190 845** | 140 812 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | **361 258** | 335 945 |
| Amortissement des actifs incorporels | **590 101** | 789 832 |
| Perte sur disposition d'immobilisations corporelles | **2 487** | - |
| Radiation d'actifs incorporels (note 6) | **276 153** | - |
| Autres charges | **133 378** | 96 209 |
| | **27 040 158** | 25 234 727 |
| **EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES** | **1 698 277** | 1 082 150 |
| **EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT** | **1 108 071** | 25 921 |
| **EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN** | **2 806 348 $** | 1 108 071 $ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Institut de la statistique du Québec

## BILAN
## AU 31 MARS 2009

| | 2009 | 2008 |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| **À court terme** | | |
| Encaisse | **7 645 810 $** | 3 315 170 $ |
| Placements temporaires (note 4) | **300 030** | 3 053 913 |
| Créances | | |
| Clients | **1 495 436** | 4 301 331 |
| Autres créances | **1 926** | 10 409 |
| Travaux en cours | **1 456 679** | 1 066 579 |
| Frais payés d'avance | **303 616** | 193 039 |
| | **11 203 497** | 11 940 441 |
| **Immobilisations corporelles** (note 5) | **998 637** | 870 804 |
| **Actifs incorporels** (note 6) | **105 538** | 900 478 |
| | **12 307 672 $** | 13 711 723 $ |
| **PASSIF** | | |
| **À court terme** | | |
| Charges à payer et frais courus | **1 437 632 $** | 1 079 988 $ |
| Produits reportés | **2 598 725** | 5 549 422 |
| Indemnités de vacances dues aux employés | **1 692 832** | 1 727 028 |
| | **5 729 189** | 8 356 438 |
| **Subvention reportée** | **-** | 295 055 |
| **Provision pour congés de maladie** (note 8) | **3 772 135** | 3 952 159 |
| | **9 501 324** | 12 603 652 |
| **EXCÉDENT CUMULÉ** | **2 806 348** | 1 108 071 |
| | **12 307 672 $** | 13 711 723 $ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Directeur général de l'Institut de la statistique du Québec

Institut de la statistique du Québec

## FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009

| | 2009 | 2008 |
|---|---|---|
| **Activités d'exploitation** | | |
| Excédent des produits sur les charges | **1 698 277 $** | 1 082 150 $ |
| Ajustements pour : | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles | **361 258** | 335 945 |
| Amortissement des actifs incorporels | **590 101** | 789 832 |
| Radiation d'actifs incorporels | **276 153** | - |
| Perte sur disposition d'immobilisations corporelles | **2 487** | - |
| Revenus d'intérêts non encaissés sur placements | **-** | (53 754) |
| Diminution de la provision pour congés de maladie | **(180 024)** | (16 600) |
| | **2 748 252** | 2 137 573 |
| Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation | | |
| Diminution (augmentation) des créances | **2 814 378** | (776 606) |
| (Augmentation) diminution des travaux en cours | **(390 100)** | 559 297 |
| (Augmentation) diminution des frais payés d'avance | **(110 577)** | 205 775 |
| Diminution des sommes à recevoir du gouvernement du Québec | **-** | 327 072 |
| Augmentation des charges à payer et frais courus | **17 321** | 160 930 |
| (Diminution) augmentation des produits reportés | **(2 950 697)** | 557 895 |
| Diminution des indemnités de vacances dues aux employés | **(34 196)** | (35 606) |
| Diminution de la subvention reportée | **(295 055)** | (464 033) |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation | **1 799 326** | 2 672 297 |
| **Activités d'investissement** | | |
| Disposition de placements | **24 500 332** | 9 451 505 |
| Acquisitions de placements | **(21 446 420)** | (8 406 935) |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | **(139 367)** | (412 507) |
| Acquisitions d'actifs incorporels | **(83 201)** | (385 595) |
| Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement | **2 831 344** | 246 468 |
| **Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie** | **4 630 670** | 2 918 765 |
| **Trésorerie et équivalents de trésorerie au début** | **3 315 170** | 396 405 |
| **Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture (note 10)** | **7 945 840 $** | 3 315 170 $ |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Institut de la statistique du Québec
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009**

## 1. Constitution et objet

L'Institut de la statistique du Québec, constitué en vertu de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* (L.R.Q. chapitre I-13.011), a pour mission de fournir des informations statistiques qui soient fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes.

## 2. Énoncé des principales conventions comptables

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des fonds de caisse, des soldes bancaires, le cas échéant, déduction faite des chèques en circulation, et des placements susceptibles de réalisation relativement rapide dont l'échéance est de trois mois ou moins de la date d'acquisition.

### Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de l'Institut, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, les indemnités de vacances dues aux employés ainsi que la provision pour congés de maladie.

### Constatation des produits

Les produits de prestation de services sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux. Les travaux en cours comprennent les honoraires et les déboursés non facturés aux clients à la valeur nette de réalisation. Les produits reportés se composent de travaux facturés à l'avance.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile aux taux suivants :

| | |
|---|---|
| Améliorations locatives | 20 % |
| Ameublement | 20 % |
| Équipement | 33 1/3 % |
| Équipement informatique | 25 % |
| Système téléphonique | 33 1/3 % |

Institut de la statistique du Québec
**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009**

## 2. Énoncé des principales conventions comptables (suite)

### Actifs incorporels

Les actifs incorporels, composés du développement informatique, de logiciels et du développement d'outils de collecte, sont comptabilisés au coût et sont amortis sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire. Ils sont soumis à un test de dépréciation lorsque les changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

| | |
|---|---|
| Développement informatique | 20 % |
| Logiciels | 25 % |
| Développement d'outils de collecte | 33 1/3 % |

### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'Institut ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

### Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladies accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

### Subvention reportée

La subvention du gouvernement du Québec pour l'acquisition d'actifs incorporels est comptabilisée comme subvention reportée et virée aux résultats selon la même méthode et le même taux d'amortissement que les actifs incorporels subventionnés.

Institut de la statistique du Québec
**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009**

## 2. Énoncé des principales conventions comptables (suite)

**Instruments financiers**

Évaluation initiale

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date de transaction.

Catégorie d'instruments financiers et évaluation ultérieure

*Actifs détenus à des fins de transaction*
Les actifs détenus à des fins de transaction sont des actifs que l'Institut a acquis principalement en vue de leur revente à court terme afin de réaliser un profit ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prises de bénéfices à court terme. Cette catégorie comprend également des actifs ne respectant pas les critères susmentionnés, mais que l'Institut a choisi de désigner irrévocablement comme étant détenus à des fins de transaction, de même que les dérivés.

Les actifs détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les gains et les pertes qui découlent de leur réévaluation à la juste valeur sont constatés en résultat net.

L'Institut a classé comme actifs détenus à des fins de transaction l'encaisse et les placements temporaires.

*Prêts et créances*
Les prêts et créances n'incluent pas les titres de créances. L'évaluation ultérieure des prêts et créances est au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'Institut a classé dans cette catégorie les créances.

*Autres passifs*
Les autres passifs financiers comprennent tous les passifs financiers non dérivés qui ne sont pas classés dans la catégorie détenue à des fins de transaction. Ces passifs sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'Institut a classé dans cette catégorie les charges à payer et les frais courus.

Résultat étendu

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2009, l'Institut n'a effectué aucune opération ayant une incidence sur le résultat étendu et aucun solde d'ouverture ni de clôture pour le cumul du résultat étendu n'est présenté.

Institut de la statistique du Québec
**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009**

## 3. Adoption de nouvelles normes comptables

Le 1er avril 2008, l'Institut a adopté trois nouvelles normes comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) : le chapitre 1535, Informations à fournir concernant le capital, le chapitre 3862, Instruments financiers – informations à fournir, et le chapitre 3863, Instruments financiers – présentation. L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas entraîné de changement dans la comptabilisation des opérations de l'Institut mais a entraîné l'ajout de notes aux états financiers.

Le chapitre 1535 établit les normes à l'égard de l'information à fournir sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Ces normes visent à permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital adoptés par l'entité. Les informations à fournir par l'Institut sont présentées à la note 9, intitulée Informations concernant le capital.

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861, Instruments financiers – informations à fournir et présentation. L'information à fournir a fait l'objet d'une révision et d'une accentuation, alors que les exigences en matière de présentation sont demeurées les mêmes. Ces nouveaux chapitres viennent accroître l'importance de fournir de l'information sur la nature et la portée des risques inhérents aux instruments financiers et sur la façon dont la direction gère ces risques. Les informations additionnelles sont présentées à la note 11, intitulée Instruments financiers.

Au cours de l'exercice, l'Institut a également appliqué les nouvelles recommandations de l'ICCA suite à la publication du chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » en remplacement des chapitres 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et 3450 « Frais de recherche et de développement ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels, y compris les actifs incorporels générés en interne. L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas entraîné de changement dans la comptabilisation des opérations de l'Institut.

## 4. Placements temporaires

Les placements temporaires sont constitués de fonds de valeurs du marché monétaire canadien.

## 5. Immobilisations corporelles

| | | | 2009 | 2008 |
|---|---|---|---|---|
| | Prix coûtant | Amortissement cumulé | Montant net | Montant net |
| Améliorations locatives | 857 158 $ | 591 073 $ | **266 085 $** | 315 971 $ |
| Ameublement | 425 304 | 351 570 | **73 734** | 2 797 |
| Équipement | 46 279 | 40 554 | **5 725** | – |
| Équipement informatique | 1 847 267 | 1 194 174 | **653 093** | 552 036 |
| Système téléphonique | 236 822 | 236 822 | **-** | – |
| | 3 412 830 $ | 2 414 193 $ | **998 637 $** | 870 804 $ |

Institut de la statistique du Québec
**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009**

## 6. Actifs incorporels

| | | | 2009 | 2008 |
|---|---|---|---|---|
| | Prix coûtant | Amortissement cumulé | Montant net | Montant net |
| Développement informatique | 5 020 163 $ | 5 020 163 $ | **- $** | 501 853 $ |
| Logiciels | 228 643 | 123 105 | **105 538** | 47 663 |
| Développement outils de collectes | - | - | - | 350 962 |
| | 5 248 806 $ | 5 143 268 $ | **105 538 $** | 900 478 $ |

Au cours de l'exercice, le projet pour lequel le développement d'outils de collectes avait été effectué a été abandonné. L'Institut a donc procédé à la radiation de cet actif incorporel et une perte sur radiation d'actifs incorporels de 276 153 $ a été constatée dans les résultats au 31 mars 2009.

## 7. Marge de crédit autorisée

L'Institut dispose d'un crédit rotatif de 2 000 000 $ auprès du Fonds consolidé du revenu. Les avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada et viennent à échéance le 31 mars 2013. Au 31 mars 2009, aucune avance n'avait été contractée.

## 8. Avantages sociaux futurs

### Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Institut participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1er janvier 2009, les taux de cotisation de l'Institut au RREGOP, RRPE et RRAS sont demeurés inchangés soit respectivement, 8,19 %, 10,54 % et 10,54 % de la masse salariale.

Les cotisations de l'Institut imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 021 537 $ (2008 : 874 727 $). Les obligations de l'Institut envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Institut de la statistique du Québec
**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009**

## 8. Avantages sociaux futurs (suite)

### Provision pour congés de maladie

L'Institut a modifié au cours de l'exercice sa méthode d'évaluation des obligations relatives aux congés de maladies accumulés. Ces obligations sont dorénavant évaluées selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées. Ce changement d'estimation comptable a eu pour effet de diminuer de 312 444 $ la valeur de l'obligation au 31 mars 2009. L'effet de ce changement a été comptabilisé prospectivement aux résultats de l'exercice.

| | **2009** | 2008 |
|---|---|---|
| Solde au début | **3 952 159 $** | 3 968 759 $ |
| Charge de l'exercice | **926 488** | 956 154 |
| Prestations versées au cours de l'exercice | **(1 106 512)** | (972 754) |
| Solde à la fin | **3 772 135 $** | 3 952 159 $ |

L'Institut dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la l'Institut.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à l'Institut. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2009 :

| | **RRPE, RRAS** | **RREGOP** |
|---|---|---|
| Taux d'actualisation | 4,15 % | 4,25 % |
| Durée résiduelle moyenne d'activité des salariées actifs | 9 ans | 17 ans |

### Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque l'Institut estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Institut de la statistique du Québec
**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009**

## 9. Informations concernant le capital

L'Institut définit son capital comme étant l'excédent cumulé.

L'Institut n'est assujetti à aucune exigence en matière de capital par une source externe.

L'Institut gère son capital en effectuant une gestion prudente de ses produits, charges, actifs, passifs, investissements et autres transactions financières afin de s'assurer qu'elle exécute de manière efficace les objets spécifiés dans sa loi constitutive.

## 10. Flux de trésorerie

| | **2009** | 2008 |
|---|---|---|
| **Trésorerie et équivalents de trésorerie** | | |
| Encaisse | **7 645 810 $** | 3 315 170 $ |
| Placements temporaires | **300 030** | - |
| | **7 945 840 $** | 3 315 170 $ |

Les intérêts encaissés sur les équivalents de trésorerie sont de 1 851 $.

## 11. Instruments financiers

**Justes valeurs**

Les justes valeurs des actifs détenus à des fins de transactions, des prêts et créances et des autres passifs correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

**Risque de crédit**

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de l'entité au risque de crédit.

L'analyse de l'âge des actifs financiers se détaille comme suit :

| Âge des comptes clients | | | **2009** | | | 2008 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Valeur brute | Perte de valeur | Valeur nette | Valeur brute | Perte de valeur | Valeur nette |
| Courant | 1 172 103 $ | - $ | **1 172 103 $** | 4 082 006 $ | - $ | 4 082 006 $ |
| 0 à 30 jours | 136 586 | - | **136 586** | 171 803 | - | 171 803 |
| 31 à 60 jours | 60 818 | - | **60 818** | 15 020 | - | 15 020 |
| 61 à 90 jours | 1 604 | - | **1 604** | 25 667 | - | 25 667 |
| 90 jours et plus | 183 077 | 58 752 | **124 325** | 6 835 | - | 6 835 |
| | 1 554 188 $ | 58 752 $ | **1 495 436 $** | 4 301 331 $ | - $ | 4 301 331 $ |

Institut de la statistique du Québec
**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009**

## 11. Instruments financiers (suite)

**Risque de crédit** *(suite)*

L'évolution de la provision pour mauvaises créances se détaille comme suit :

| | 2009 | 2008 |
|---|---|---|
| Solde au début | - $ | - $ |
| Perte de valeur comptabilisée | 58 752 | - |
| Reprise de provision | - | - |
| Solde à la fin | 58 752 $ | - $ |

Selon les taux historiques de défaillance des comptes clients, l'Institut estime qu'il n'est pas nécessaire de comptabiliser une perte de valeur relative aux comptes clients courants de même que ceux en souffrance jusqu'à 90 jours. De plus, 75 % de la valeur brute totale concerne des entités du périmètre comptable du gouvernement pour lesquels il existe un très bon historique de crédit.

## 12. Engagements

Conformément à une entente de partenariat concernant le financement de l'étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ), l'Institut de la Statistique du Québec s'engage à fournir une contribution financière initiale totale de 2 400 000 $ à compter de 2004, soit un montant annuel de 300 000 $ jusqu'en avril 2011. Le solde de cet engagement au 31 mars 2009 est de 900 000 $.

Conformément à une entente de partenariat concernant le fonctionnement de l'observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ), l'Institut de la Statistique du Québec s'engage à fournir une contribution financière initiale totale de 2 368 527 $ répartie sur 3 ans, soit un montant annuel de 789 509 $ jusqu'en avril 2011. Le solde de cet engagement au 31 mars 2009 est de 2 368 527 $.

Institut de la statistique du Québec
**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**
**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2009**

## 13. Opérations entre apparentés

Les opérations avec des entités sous contrôle commun ainsi que les montants relatifs à des apparentés inclus dans les postes du bilan se répartissent comme suit :

| | **2009** | 2008 |
|---|---|---|
| Services rendus | **12 792 742 $** | 8 820 859 $ |
| Charges de fonctionnement | **2 624 730** | 2 127 120 |
| Créances | **1 127 798** | 3 957 719 |
| Travaux en cours | **1 204 478** | 713 362 |
| Frais payés d'avance | **189 160** | 25 618 |
| Charges à payer et frais courus | **119 887** | 198 781 |
| Produits reportés | **2 532 855** | 5 403 867 |

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, l'Institut est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Institut n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 14. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2008 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

# Liste des enquêtes statistiques[18]

## Les enquêtes auprès des individus et des ménages

Étude longitudinale du développement des enfants du Québec

Étude sur la satisfaction des usagers du centre de contact client d'un ministère

Enquête sur la qualité des services aux patients en oncologie

Enquête québécoise sur les limitations d'activités et le vieillissement

Étude sur la prévalence du diabète au Québec

Enquête québécoise sur le tabac, l'alcool, la drogue et le jeu chez les élèves du secondaire

Enquête sur la couverture vaccinale contre l'influenza et le pneumocoque, 2008

Étude québécoise sur les conditions de travail, d'emploi et de santé et sécurité au travail

Enquête québécoise sur la santé de la population

## Les enquêtes auprès des entreprises

Enquête sur les pratiques de recrutement des entreprises

Enquête sur le flux de déplacement de marchandises

Enquête sur le commerce international de produits culturels

Enquête sur le profil des établissements spécialisés en production Multimédia

Enquête sur l'internationalisation des entreprises québécoises

Enquête sur les projections cinématographiques

Enquête sur la vente de livres neufs au Québec (volet édition)

Enquête sur la vente de livres neufs au Québec (volet distribution)

Enquête sur la vente de livres neufs au Québec (volet librairie)

Enquête auprès des distributeurs et des diffuseurs de livres du Québec

Enquête sur la fréquentation des arts de la scène

Enquête sur la fréquentation des institutions muséales

Enquête sur les transactions d'œuvres d'art au Québec

Enquête sur les sociétés de fiducie, de prêts hypothécaires ou d'épargne

Enquête sur l'activité des fonds communs de placement au Québec

Enquête sur la fréquentation d'établissements d'hébergement au Québec

Enquête sur la fréquentation des terrains de camping au Québec

Enquête sur le Bilan 2008 de la gestion des matières résiduelles au Québec

Enquête sur la rémunération globale[19]

Enquête sur le recrutement et l'emploi au Québec

Enquête sur les cultures à conserve retenues par contrat

Enquête sur la superficie récoltée, la production et la valeur des légumes de conserve

Enquête sur la mise en marché de la pomme du Québec

Enquête sur la pomme de terre (Ensemencement en 2008)

Enquête sur la pomme de terre (Écoulement de la récolte 2007)

18. L'article 32 de la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* prévoit que le rapport d'activités de l'Institut doit contenir la liste des enquêtes statistiques faites au cours de la période concernée. La présente liste comprend tant les enquêtes entièrement réalisées au cours de 2008-2009 que celles qui se sont poursuivies ou qui ont été entreprises au cours de cet exercice.

19. Puisque cette enquête s'adresse à la fois aux entreprises et à l'administration publique québécoise, elle est mentionnée dans ces deux rubriques.

Enquête sur la pomme de terre (Récolte 2008)

Enquête sur l'apiculture au Québec

Enquête sur les statistiques avicoles

Enquête sur les services techniques en cinéma et en télévision

Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières. Mines métalliques

Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières. Mines de fer

Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières. Mines d'or

Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières. Amiante

Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières. Mines non métalliques

Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières. Sel

Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières. Tourbe

Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières. Pierre (court)

Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières. Pierre (long)

Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières. Sable et gravier (court)

Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières. Sable et gravier (long)

Enquête annuelle sur la production et la main-d'œuvre. Fabricants de chaux

Enquête annuelle sur la production et la main-d'œuvre. Fabricants de ciment

Enquête annuelle sur la production et la main-d'œuvre. Fabricants de produits d'argile

Fonte et affinage

Relevé annuel de l'activité minière. Mines métalliques

Relevé annuel de l'activité minière. Mines d'amiante

Relevé annuel des usines de traitement de minerais. Mines métalliques

Relevé annuel des usines de traitement de minerais. Amiante

Relevé annuel des usines de fusion/affineries

Activités minières. Supplément (Relevé annuel des dépenses d'exploration minière, de mise en valeur, d'aménagement du complexe minier, d'immobilisations et de réparations)

Relevé des dépenses d'exploration minière, de mise en valeur et d'aménagement du complexe minier (Questionnaire annuel et intentions révisées)

Forage au diamant

Enquête mensuelle. Production minérale

Enquête mensuelle. Minerai de fer

Enquête mensuelle. Titane

Enquête mensuelle. Rendement de la mine et de l'usine de fusion

Enquête mensuelle. Amiante

Enquête mensuelle. Sel

Enquête mensuelle. Chaux

Enquête mensuelle. Ciment

Enquête mensuelle. Produits d'argile

Relevé préliminaire. Production minérale pour minéraux métalliques et sous-produits

Relevé préliminaire. Production minérale pour minéraux non métalliques

Relevé préliminaire. Production minérale du Québec (Matériaux de construction)

Relevé des dépenses d'exploration minière, de mise en valeur et d'aménagement du complexe minier (estimations provisoires et intentions)

Enquête trimestrielle. Opérations des entrepreneurs de forage au diamant

Enquête trimestrielle. Ventes de pierre concassée

Enquête trimestrielle. Tourbe

Enquête trimestrielle. Niobium

Enquête trimestrielle. Minéraux industriels

Enquête trimestrielle. Magnésium

## Les enquêtes auprès de l'administration publique québécoise

Enquête sur l'adoption du commerce électronique au sein de l'administration publique québécoise

Enquête sur les dépenses au titre de la culture

Enquête sur les statistiques trimestrielles des finances municipales

Enquête sur les dépenses en recherche, science, technologie et innovation au sein de l'administration publique québécoise

Enquête sur les statistiques financières des établissements d'enseignement collégial et universitaire

Enquête sur les projets d'investissement au Québec (dépenses provisoires et perspectives régionales)

Enquête sur les projets d'investissement au Québec (dépenses réelles provinciales)

Enquête sur la rémunération globale (voir la note 19)

# Annexes

# Annexe A
## Publications[20] et autres parutions

### Commerce extérieur

- Commerce international de marchandises du Québec (trimestriel)

### Comparaisons économiques

- Le Québec dans le monde. Statistiques économiques internationales, édition spéciale
- Tableau statistique canadien (périodicité variable)

### Comptes économiques

- Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec, édition 2008
- Comptes économiques du Québec (trimestriel)
- Produit intérieur brut par industrie au Québec (mensuel)
- Produit intérieur brut régional par industrie au Québec, 2007
- [Nouveau] Revue des méthodes d'estimation du produit intérieur brut régional. Cahier technique et méthodologique
- [Nouveau] Estimation du produit intérieur brut régional des 17 régions administratives du Québec. Cahier technique et méthodologique

### Conjoncture économique

- Stat-Express. Bulletin hebdomadaire des indicateurs économiques conjoncturels

### Conditions de vie et bien-être

- Données sociales du Québec, édition 2009
- [Nouveau] Annuaire de statistiques sur l'inégalité de revenu et le faible revenu, édition 2008
- Context and Consequences of Domestic Violence Against Men and Women in Canada in 2004
- Données sociodémographiques en bref (trois fois par année)

### Culture et communications (Observatoire de la culture et des communications du Québec)

- [Nouveau] État des lieux du patrimoine, des institutions muséales et des archives, cahier 5, Territoires
- [Nouveau] État des lieux du patrimoine des institutions muséales et des archives, cahier 6, Les archives au Québec, des ressources documentaires à découvrir
- [Nouveau] État des lieux du patrimoine des institutions muséales et des archives, cahier 7, Les archives au Québec, exploration des lieux de mémoire

20. La mention [Nouveau] indique un titre ajouté au catalogue des publications de l'Institut en 2008-2009.

- [Nouveau] État des lieux du patrimoine des institutions muséales et des archives, cahier 8, Les institutions muséales du Québec, activités et rayonnement
- Statistiques principales de la culture et des communications au Québec, édition 2008
- Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante, édition 2008
- Statistiques en bref (périodicité variable)

## Démographie

- Le bilan démographique du Québec, édition 2008

## Industrie bioalimentaire

- Agro-flash (semestriel)
- Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire au Québec, édition 2008

## Régions

- Bulletin Flash (périodicité variable)
- Bulletin statistique régional
- Les régions exportatrices du Québec (périodicité variable)

## Santé

- [Nouveau] Regard croisé sur la satisfaction et les attentes des usagers à l'égard des services de santé et des services sociaux du Québec en 2006-2007
- [Nouveau] Regard croisé sur la satisfaction et les attentes des usagers à l'égard des services de santé et des services sociaux du Québec en 2006-2007 : analyse des données régionales. Recueil statistique
- [Nouveau] Enquête sur la satisfaction des usagers à l'égard des services de santé et des services sociaux du Québec, 2006-2007. Le point de vue des usagers ayant reçu des services dans une clinique médicale
- [Nouveau] Enquête sur la satisfaction des usagers à l'égard des services de santé et des services sociaux du Québec, 2006-2007. Le point de vue des usagers ayant reçu des services dans un CLSC
- [Nouveau] Enquête sur la satisfaction des usagers à l'égard des services de santé et des services sociaux du Québec, 2006-2007. Le point de vue des usagers ayant reçu des services à l'hôpital
- [Nouveau] Étude sur la santé mentale et le bien-être des adultes québécois : présentation de l'enquête et des méthodes. Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (cycle 1.2)
- [Nouveau] Stress au travail et santé mentale chez les adultes québécois. Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (cycle 1.2)
- [Nouveau] Troubles mentaux, toxicomanie et autres problèmes liés à la santé mentale chez les adultes québécois. Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (cycle 1.2)
- [Nouveau] Utilisation de services et consommation de médicaments liées aux problèmes de santé mentale chez les adultes québécois. Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (cycle 1.2)
- [Nouveau] L'alimentation des jeunes québécois : un premier tour de table. Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes – Nutrition (2004)

- [Nouveau] Étude sur l'alimentation des jeunes québécois : présentation de l'enquête et des méthodes. Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (cycle 2.2)
- [Nouveau] Enquête québécoise sur les couvertures vaccinales contre l'influenza et le pneumocoque 2008
- [Nouveau] Le surplus de poids chez les enfants de 4 à 7 ans : des cibles pour l'action
- [Nouveau] Excess Weight in Children 4 to 7 Years of Age – Targeting Risk Factors for Intervention
- Zoom Santé (périodicité variable)
- Portraits & Trajectoires (périodicité variable)

## Science, technologie et innovation

- Compendium d'indicateurs de l'activité scientifique et technologique au Québec, édition 2008. Les incidences de la science, de la technologie et de l'innovation
- [Nouveau] Méthode de qualification des grappes industrielles québécoises
- [Nouveau] L'innovation dans les filières industrielles du secteur de la fabrication du Québec, volume 1. Méthodologie et synthèse des résultats pour le secteur de la fabrication et les filières entièrement manufacturières
- [Nouveau] L'innovation dans les filières industrielles du secteur de la fabrication du Québec, volume 2. Analyse des données
- S@voir.stat. Bulletin de l'économie du savoir (trimestriel)
- Science, technologie et innovation en bref (périodicité variable)

## Travail et rémunération

- Annuaire québécois des statistiques du travail. Portrait des principaux indicateurs du marché du travail, 1999-2007, vol. 4, n° 1
- Annuaire québécois des statistiques du travail. Portrait des principaux indicateurs des conditions et de la dynamique du travail, vol. 4, n° 2
- Résultats de l'Enquête sur la rémunération globale au Québec. Collecte 2007
- [Nouveau] La qualité de l'emploi au Québec. Développement conceptuel et création d'une typologie. État actuel de la réflexion
- Rémunération des salariés. État et évolution comparés, 2008
- État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2008
- Flash-info Travail et rémunération (trimestriel)

## Documents de référence

- Modifications aux municipalités du Québec, 2008
- Modifications aux municipalités du Québec (mensuel)
- Calendrier de diffusion de l'information statistique sur différents aspects de la société québécoise. Programmation 2008-2009
- Le Québec chiffres en main, édition 2008
- Quebec Handy Numbers, 2008 Edition

- Québec cifras a mano, Edicion de 2008
- Rapport annuel de gestion, 2007-2008
- [Nouveau] Plan d'action de développement durable 2008-2013

## Liste des articles parus dans les périodiques de l'Institut

### Bulletin Flash

- « Revenu personnel, édition 2008 » (août 2008)
- « Évolution du marché du travail dans les municipalités régionales de comté (MRC) » (novembre 2008)
- « Taux de faible revenu, édition 2008 » (décembre 2008)

### Commerce international des marchandises du Québec

- « Dix ans d'importations de pétrole brut par le Québec » (avril 2008, vol. 8, n° 4)
- « Le commerce international des industries manufacturières, selon les niveaux technologiques » (juillet 2008, vol. 9, n° 1)
- « Les réexportations » (décembre 2008, vol. 9, n° 3)
- « La diversification des exportations » (mars 2009, vol. 9, n° 4)

### Données sociodémographiques en bref

- « Les naissances et les décès au Québec et dans les régions en 2007 » (juin 2008, vol. 12, n° 3)
- « Bref regard sur l'évolution de quelques indicateurs d'inégalité de revenu et de faible revenu » (juin 2008, vol. 12, n° 3)
- « Emploi du temps des hommes et des femmes vivant avec un conjoint au Québec, 1986-2005 » (octobre 2008, vol. 13, n° 1)
- « Qui a profité de l'augmentation de la richesse entre 1999 et 2005 au Québec? » (octobre 2008, vol. 13, n° 1)
- « Rétention et attraction des immigrants : un portrait régional contrasté et en évolution » (octobre 2008, vol. 13, n° 1)
- « La pression liée au manque de temps au Québec, 1992-2005 » (février 2009, vol. 13, n° 2)
- « Évolution du revenu des unités familiales selon la source de 1980 à 2006 » (février 2009, vol. 13, n° 2)
- « Québec et Ontario : des écarts variables dans les domaines sociaux » (février 2009, vol. 13, n° 2)
- « Le point sur la migration interrégionale au Québec, 2007-2008 » (février 2009, vol. 13, n° 2)

### Flash-info Travail et rémunération

- « La croissance salariale au Québec chez les salariés syndiqués en 2006 et 2007 » (mai 2008, vol. 9, n° 2)
- « Place des jeunes sur le marché du travail : des études à temps plein à l'intégration sur le marché du travail » (mai 2008, vol. 9, n° 2)
- « La rémunération des salariés dans l'administration municipale » (mai 2008, vol. 9, n° 2)
- « La surqualification : Qui la vit? Où s'observe-t-elle?» (septembre 2008, vol. 9, n° 3)

- « La répartition et la rémunération des employés syndiqués et non syndiqués dans les entreprises de 200 employés et plus au Québec » (septembre 2008, vol. 9, nº 3)
- « Évolution de la répartition des travailleurs selon le groupe d'âge dans les secteurs d'activité économique » (septembre 2008, vol. 9, nº 3)
- « La rémunération variable : concepts et données relatives aux entreprises québécoises de 200 employés et plus » (février 2009, vol. 10, nº 1)
- « Au Québec, les immigrants travaillent-ils dans les mêmes secteurs d'activité économique que les Canadiens de naissance? » (février 2009, vol. 10, nº 1)
- « La rémunération des emplois exigeant un niveau de compétence universitaire ou collégiale est-elle plus élevée dans les entreprises où l'on retrouve les deux niveaux ou un seul? » (février 2009, vol. 10, nº 1)

### S@voir.stat

- « L'utilisation des services gouvernementaux en ligne au Québec » (juin 2008)
- « Les investissements en capital de risque : essai de comparaison internationale » (septembre 2008)
- « Vue d'ensemble de la situation du Québec en termes de brevets triadiques » (décembre 2008)

### Science, technologie et innovation en bref

- « L'innovation dans les régions administratives du Québec » (septembre 2008)
- « Ressources humaines en science et technologie (RHST) au Québec. Quelques faits tirés du recensement de 2006 » (janvier 2009)

### Statistiques en bref (Observatoire de la culture et des communications du Québec)

- « La fréquentation des institutions muséales au Québec en 2007 » (mai 2008)
- « Hausse de 9 % des ventes de livres en 2007 » (juin 2008)
- « Les distributeurs de livres au Québec : un chiffre d'affaires de 239 M$ en 2005-2006 » (juin 2008)
- « Vente d'enregistrements sonores au Québec de 2002 à 2007 » (septembre 2008)
- « La fréquentation des arts de la scène au Québec en 2007 » (septembre 2008)
- « En 2006-2007, les acquisitions d'œuvres d'art par les musées, les entreprises et les institutions ont diminué de 15 % par rapport à 2005-2006 » (décembre 2008)
- « Édition québécoise 2007 : exportations en hausse et baisse sur le marché national » (décembre 2008)
- « Les dépenses culturelles des municipalités en 2006 » (février 2009)
- « Nouveau recul pour le cinéma québécois » (février 2009)
- « Les distributeurs de livres au Québec : un chiffre d'affaires de 263 M$ en 2006-2007 » (mars 2009)

### Zoom Santé

- « L'activité physique chez les adultes québécois en 2005 » (mai 2008)
- « Caractéristiques de santé des immigrants du Québec : comparaison avec les Canadiens de naissance » (juin 2008)

- « La détresse psychologique chez les Québécois en 2005 » (septembre 2008)
- « Consommation de cannabis, d'hallucinogènes et d'amphétamines chez les élèves québécois de 3e, 4e et 5e secondaire : portrait et tendances » (novembre 2008)
- « Maladies chroniques au Québec et au Canada : évolution récente et comparaisons régionales » (janvier 2009)

## Portraits & Trajectoires

- « Qui est pauvre, qui ne l'est pas? Faible revenu et pauvreté subjective chez les jeunes familles » (juin 2008)
- « Qui n'a pas de médecin de famille au Québec? » (octobre 2008)
- « La monoparentalité dans la vie des jeunes enfants québécois : une réalité fréquente mais souvent transitoire » (octobre 2008)
- « Single Parenthood in the Lives of Québec Children : A common but often transitory reality » (octobre 2008)
- « Sept usagers des services de santé sur dix ne savent pas comment porter plainte : de qui s'agit-il? » (décembre 2008)

## Autres articles

- « La réalité de l'emploi des femmes et des hommes au Québec. Une étude de son évolution à l'aide d'une nouvelle typologie », article paru dans l'ouvrage Flexibilité, sécurité d'emploi et flexicurité. Les enjeux et défis (mai 2008)
- « Portrait de santé des immigrants du Québec : comparaison avec les Canadiens de naissance », article paru dans Le Bulletin de veille stratégique, Immigration et communautés culturelles, Québec, vol. 5, nº 3 (décembre 2008)

# Annexe B

## Principaux travaux, études et analyses méthodologiques ou à caractère scientifique[22]

### Culture et communications

- Étude de faisabilité de quatre indicateurs du système d'indicateurs de la culture et des communications du Québec

### Santé

- Réalisation pour l'Office des personnes handicapées du Québec d'un vaste projet d'analyse de variables (dernier volet) portant sur les habitudes de vie de personnes handicapées au Québec, d'où livraison de tableaux, avec documents techniques
- Élaboration d'un inventaire des enquêtes et des indicateurs pour les phénomènes de dépendance dans le cadre du projet « Développement de l'expertise de santé publique en matière de consommation d'alcool, de drogues et de pratique des jeux de hasard et d'argent »

### Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ) :

- Étude de l'attrition pour l'ÉLDEQ de 1998 à 2006
- « L'excès de poids chez les enfants de 4 à 7 ans : des cibles pour l'action », affiche présentée au 20th Biennal ISSBD meeting, Wurzburg (Allemagne)
- Affiche produite, dans le cadre du symposium de l'ÉLDEQ qui s'est tenu à Montréal, en novembre 2008, et qui portait sur l'attrition de cette enquête

### Science, technologie, innovation

- Rapport portant sur la mesure de l'entreprenariat

### Travail et rémunération

- Révision de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG) :
  - Finalisation de l'approche de collecte pour l'an trois du cycle de collecte. Il s'agit d'une collecte en mode allégé qui vise à recueillir les taux d'augmentation des salaires et des échelles des différents groupes d'emplois des entreprises qui en sont à leur troisième année du cycle de collecte
  - Finalisation des approches de validation et de calculs des coûts pour les cinq derniers avantages sociaux (introduits dans l'enquête 2008) ainsi que pour les avantages sociaux regroupés
  - Réalisation d'un projet pilote auprès de 40 unités de collecte du groupe de rotation B de l'ERG (en année deux du cycle de collecte) : utilisation d'un nouvel outil d'intégration des données et résolution des problématiques
  - Développement des approches de collecte et de la méthode du calcul des coûts de la rémunération variable à court terme
  - Travaux réalisés afin de bonifier le rapport d'enquête

21. Non mentionnés à l'annexe A. Classés en fonction des domaines de la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec.

  - Ajustement à l'approche de profilage des entreprises dans le cas de celles ayant déjà participé à l'ERG
  - Dans les entreprises de très grande taille, développement d'une approche sur mesure pour la sélection des unités d'emplois potentiellement appariables aux emplois repères de l'enquête
  - Réalisation des travaux visant à faire les ajustements nécessaires à l'intégration de la nouvelle base de données du registre des entreprises à l'étape de la sélection des entreprises dans l'univers visé dans l'ERG
- Comparaison de la rémunération (rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*) :
  - Réalisation des travaux méthodologiques et de l'étude de l'effet sur les écarts de rémunération des ajustements d'équité salariale versés dans l'administration québécoise (à paraître à l'été 2009)
  - Développement de l'approche et des programmes utiles à l'analyse de l'évolution des écarts salariaux entre deux années
- Poursuite des travaux dans le cadre de la collaboration sur le thème de la conciliation travail et vie personnelle entre l'Institut et divers partenaires : essentiellement, la revue des concepts sur le sujet et la préparation d'une communication de la Direction des statistiques du travail et de la rémunération dans le cadre du colloque *Parentalité et activité* tenu à Montréal les 29 et 30 septembre 2008
- Poursuite du développement et de la coordination de la mise en production de l'extranet des répondants de l'ERG
- Poursuite des travaux relatifs au développement d'une typologie de la qualité de l'emploi. Diffusion au mois d'octobre du rapport *La qualité de l'emploi au Québec. Développements conceptuels et création d'une typologie. État actuel de la réflexion*
- Recherches méthodologiques et réalisation d'un texte intitulé *Écarts de salaires entre les hommes et les femmes : aperçu des approches et des indicateurs au Québec*

## Autres

- Incidence des changements méthodologiques de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes sur la comparabilité entre les cycles 1.1, 2.1 et 3.1 aux niveaux provincial et régional, de même que sur la comparabilité régionale intracycle

# Annexe C
## Réalisations du Comité d'éthique

**Président** : Pierre Durand

Le Comité d'éthique de l'Institut a le mandat de se prononcer, de manière indépendante, sur les aspects éthiques de tout projet[22] impliquant des personnes[23] ou utilisant des renseignements personnels et soumis à son évaluation.

Les membres du Comité d'éthique se sont réunis à 12 occasions pour examiner la demande d'évaluation éthique de 11 nouveaux projets. Il est à noter que certains de ces projets ont fait l'objet de plus d'une réunion avant leur dépôt pour analyse finale. Tous les commentaires émis à l'égard des projets ont été mis en application dans la réalisation des enquêtes.

De plus, le Comité a révisé deux de ses outils de gouvernance : le « *Cadre réglementaire du Comité d'éthique de l'ISQ* » et le « *Formulaire d'éthique* ». Ces deux documents sont en voie de finalisation, permettant ainsi au Comité d'adopter une approche fondée sur l'appui au chargé de projet de l'Institut.

22. Est considéré comme un projet toute étude, analyse, enquête ou recherche.

23. Est considéré comme personnes tous sujets humains, cadavres, restes humains, tissus, liquides organiques, gamètes, embryons ou fœtus.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui

pour le Québec de demain

« L'Institut de la statistique du Québec est l'organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Celles-ci enrichissent les connaissances, éclairent les débats et appuient la prise de décision des différents acteurs de la société québécoise. »

*Institut de la statistique*
Québec